

n° 770 - 4 F
DU 19 AU 25 JAN. 1978

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

PCI :
L'APPRENTI SORCIER

CARTER : L'INADMISSIBLE INGERENCE



Tribune Socialiste : l'hebdomadaire de l'autogestion

La vente

Elle est non seulement utile, mais aussi nécessaire pendant cette période électorale. Vous pouvez la faire

- sur les places (marchés, gares...). La vente accompagnée de panneaux permet de marquer une présence politique.
- au porte à porte : c'est long, parfois embêtant, mais rien ne vaut les rapports humains, surtout en cette période.

Réglage des ventes NMPP*

- à Paris nous pouvons, sur simple demande de votre part, vous communiquer l'adresse des marchands de journaux vendant *TS* ;
 - en province : renseignez-vous si *TS* est vendu dans votre ville (à la « maison de la presse »). Y en a-t-il autre part dans la ville ? Enfin y en a-t-il suffisamment ?
- Par ailleurs, communiquez-nous tout changement de service (= nombre de journaux recus) que vous souhaiteriez (en

Ne négligez aucune possibilité d'affichage en cette période électorale

La promotion des ventes

- Plutôt que d'acheter des tracts ou d'en fabriquer, qui coûtent cher, nous pouvons vous vendre des invendus à 10 centimes pièce. Réservez les vite. Il y en a 4 000 environ par semaine disponibles

Pour la province, contactez-nous, nous vous donnerons la possibilité de retirer les invendus des grandes villes

La distribution dans les boîtes à lettres des vieux *TS* fera connaître et le journal et le PSU. Après une telle opération, nous pouvons même augmenter légèrement le service des marchands du quartier ou de la ville.

- Lorsque vous nous envoyez un article, joignez-y sur une feuille séparée, le titre de l'article, le nom de la ville et le numéro du département. L'équipe de *TS* n'est pas nombreuse pour à la fois faire face aux

N'oubliez pas que l'augmentation de la vente de *TS* dans votre région augmentera votre impact politique.

(1) Une lettre a été également envoyée à tous les dépositaires de province et à tous les marchands de Paris.

Diffusion et ventes

Pour toute correspondance s'adressant au service de diffusion et de ventes de *Tribune socialiste*, libeller l'adresse comme suit :

Tribune Socialiste
Inspecteur des ventes
9, rue Borromée
75015 PARIS

4 heures pour l'autogestion

Mercredi 25 janvier
à la mutualité

19 h

• **Nationalisation, planification et autogestion avec les auteurs de l'« Utopie réaliste ».**

• **Quelle place pour le mouvement des femmes dans la vie politique ?** avec

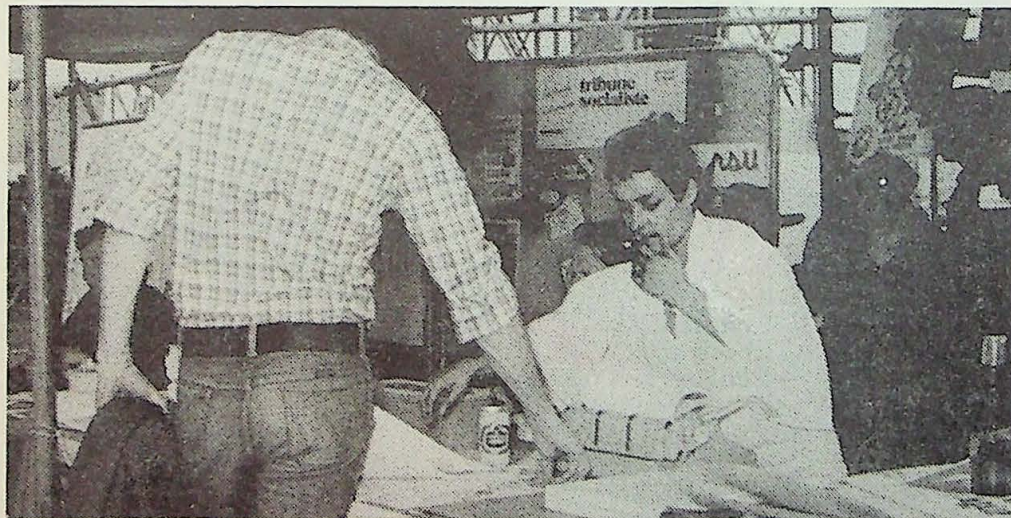
- H. Bouchardeau (PSU),
- M. Antoine (avocate; cofondatrice du MLAC),
- C. Goldet (MIFAS),
- E. Le Garrec (journaliste à *Histoires d'Elles*)

• **Ecologie et politique**, avec

- Brice Lalonde (Les Amis de la Terre),
- Jacques Sémelin (MAN),
- C.-Marie Vadrot (journaliste écologiste),
- Serge Depaquit (PSU).

• **Autogestion : réforme ou révolution ?** avec

- Henri Malberg (membre du CC du PCF, dir. adj. *France Nouvelle*),
- Pierre Rosenvallon (animateur de *Faire*),
- Yvon Bourdet (membre du Comité de rédaction de *Autogestion et Socialisme*),
- S.-C. Kolm (économiste),
- Michel Mousel (PSU).



accord avec le marchand SVP). Précisez pour Paris l'adresse du marchand et le nom de l'annexe dont il dépend ; pour la province, la ville et le département.

* Voir *TS* n° 769 p. 2

L'affichage

Des affichettes vierges sont mises dès ces jours-ci à votre disposition. Il suffit de les agraffer ou des les « stocker » aux endroits adéquats sur les kiosques ou devant les vitrines des marchands de journaux, le vendredi ou le samedi. Il vous suffit chaque semaine, avec un gros feutre indélébile de « personnaliser » l'affichette en fonction de votre ville ou de la « une » (couverture) de *TS*.

problèmes rédactionnels et satisfaire votre demande en matière de diffusion. Mieux vaut donc dans vos envois séparer ce qui relève de la rédaction et ce qui relève de la diffusion.

Nous pourrions augmenter le service des marchands de la région ou de la ville touchée par votre article pour la semaine de parution. Dans un second temps, vous-même, vous signalerez cet article avec les affichettes.

N'oubliez pas d'envoyer rapidement vos abonnements (à 130 F par an jusqu'au 31 janvier). Nous avons un grand besoin d'argent actuellement.

Enfin quoi, tout est dit maintenant. Nous avons fait un effort (1) pour vous donner des moyens. faites un petit effort pour nous aider.



- **Vendredi 20 janvier (Paris 9^e)** : débat public sur le nucléaire : « Pour quelle économie ? Pour quelle démocratie ?... et quelle nature ? » A la salle des ingénieurs civils, 19, rue Blanche à 20 h 30. Entrée libre. Avec Yves Lenoir d'Ecologie 78, Michel Martin, PSU et Schiff, co-auteur de *Travailler 2 h par jour*.
- **Vendredi 20 janvier (Lutterbach)** : assemblée de fondation de la Fédération des élus autogestionnaires alsaciens à la mairie de Lutterbach (Haut-Rhin) à 21 h. Renseignements : (89) 81 52 72.

● **Samedi 21 janvier (Yerres)** : fête du Front autogestionnaire à la salle Cambrelang de Yerres (Essonne) à partir de 15 h. Débats, théâtre La Carmagnole, expos, bouffe, musique folk : Tarentule, la Clagouille, Bachara, Acrasia et animation pour les enfants.

● **Dimanche 22 janvier (Villeurbanne)** : fête des luttes de 14 à 22 h au Centre culturel oecuménique, 39, rue Courteline à Villeurbanne. Organisée par le comité Larzac, Comités Malville, MERA, MRJC, IDS, CNSLS, CLO, etc... Au programme :

stands, forums-débats, kermesse populaire.

● **Mardi 24 janvier (Paris)** : de 19 à 24 h à La Mutualité, rue Saint-Victor, soirée d'information-débat sur les thèmes : Vivre autrement, pour nos libertés, contre la répression ; après comme avant les élections ; c'est sur nos luttes que nous comptons. De 19 à 21 h : informations, débats. A 21 h : théâtre par le groupe des PTT. A 21 h 30 : intervention centrale. De 22 à 24 h bal folk.

● **Mercredi 25 janvier (Villeurbanne)** : réunion constitutive du groupe « Chrétiens pour le Socialisme » de la région lyonnaise à 20 h 30 au Centre culturel oecuménique 39, rue Courteline (salle n°5). Pour tous contacts : B. Bulteau, 11, rue des Cigales 69 150 — DECINES.

● **26, 27 et 28 janvier (Poitiers)** : trois jours de films de femmes organisés par le centre de recherche et d'action culturelle et des femmes de Poitiers. Plein, plein de films. (Ça a l'air drôlement intéressant mais ça se passe où et à quelle heure ?? — NDLR).

● **Samedi 28 janvier (Sommiè-**

res) : le comité régional des GASAL (Groupes d'actions locales pour un socialisme autogestionnaire), organise une deuxième réunion sur le thème « Budget municipal », à 14 h 30, salle du CART, rue Emilien Dumas, près PTT (direction Alès).

● **Samedi 28 janvier (Plérin)** : fest noz du PSU à la salle Bagatelle avec le groupe Kanfartet ar C'Hoat, avec des sonneurs, chanteurs, vieilles. Stands politiques, culturels, écologiques. (On n'a toujours pas l'heure - NDLR).

● Il paraît que ça se complique

sur le plateau du Larzac. Le CUN du Larzac a besoin d'aide et organise des sessions. Il nous annonce un programme de sessions pour 78... mais oublie de nous l'envoyer. On attend.

● **Samedi 28 janvier (Saint-Dizier)** : de 14 h à 22 h à la MJC de Saint-Dizier (Haute-Marne) « 8 heures pour l'autogestion ». Au programme 14 h : Vers l'autogestion à Saint-Dizier ? 16 h : Vers l'autogestion dans l'entreprise avec la participation des LIP. 18 h : débats (communauté, école, santé...). 20 h 30 : l'expérience yougoslave et exposition sur mai 68 à Saint-Dizier.

A NOS CORRESPONDANTS

Nos correspondants, tant à Paris qu'en Province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la rubrique « calendrier », au plus tard le lundi. Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris, tél. 566 45 64. N'oubliez pas de préciser l'heure, l'adresse précise, le contact éventuel... sinon ce ne sera plus un calendrier, mais une devinette ! (C'est plus vrai que jamais !)

HUMEUR

Cela dépend de la révolution

Le Président n'étant de toute évidence plus utile à grand chose et le ministre supposé compétent ne servant plus à rien, nous allons prochainement toucher un *Monsieur Qualité de la Vie*. La place étant d'ores et déjà guignée par une foule de personnages, force nous est de supposer qu'elle va être bonne et que nous allons assister à une véritable révolution.

Comme le gouvernement n'a plus rien à proposer dans ce domaine, le bruit court que ce Monsieur va tout simplement, d'ici aux élections au moins, prêcher par la Qualité de sa vie.

Dès l'heure venue de partir au bureau ou à l'atelier pour la multitude, Monsieur Qualité de la Vie se retournera voluptueusement dans son lit et s'offrira un petit supplément d'une heure ou deux. Avant de se réchauffer le cœur avec un croissant au beurre à 1,40 F aussi gros qu'il y a quelques mois. Là-dessus, comme on suppose que Madame Qualité de la vie sera astreinte au même régime draconien, Monsieur QdV subira stoïquement une nouvelle et épuisante prolongation de son prologue matinal de qualité.

Restera, pour dépasser efficacement la mi-journée, à faire face à un déjeuner de bonne qualité obligatoirement accompagné d'un vin de terroir ayant échappé au sucre, à l'anhydride sulfureux, à l'amiante et aux colorants. Encore faudra-t-il ensuite que notre nouveau héros national retrouve assez de forces pour se traîner vers son entreprise afin d'y effectuer quelques menus travaux et surtout d'y saluer quelques connaissances.

Pour chasser ce mauvais moment, un bon film fera l'affaire à condition que la fin de l'après-midi ne soit pas gâchée par la lecture d'un journal du soir. Rentré chez lui, Monsieur Qualité de la Vie donnera à manger à ses poissons rouges heureux et

prospères dans le nouveau bocal installé dans la carcasse du poste de télé. Cette séquence nocturne, pour des raisons faciles à deviner, sera entièrement en couleurs et préludes à des rêves enchantés.

Le lendemain matin, dès l'aube, notre héros s'en ira peindre hardiment tous les panneaux Decaux et tous les vilaines affiches rencontrés sur son chemin de flaneur salarié. Aux policiers accourus pour verbaliser il exhibera son « permis de faire n'importe quoi » délivré par le gouvernement jusqu'aux élections. Les flics salueront poliment et retourneront à leurs oignons.

Après le deuxième jour sans Marchais, sans Mitterrand, et sans Chirac — c'est tout, faut pas trop rêver quand même —, Monsieur QdV se ruera vers son boulot habituel et en quelques heures rattrapera son retard de la semaine avant de repartir flaner au soleil.

Pour ce qui est de la troisième journée de ses activités, Monsieur QdV la livrera au hasard d'un fameux jeu : pile mon lit, face une promenade au bois et au boulot si la pièce tombe sur la tranche. Sur ce, les choses étant ce qu'elles sont, Monsieur et Madame QdV sortiront de chez eux, traverseront la rue et, pénétrant dans la classe de leur petit dernier, ils l'emmèneront lui aussi se balader au soleil, inconscient de la privation infligée.

Judi ce sera le week-end, samedi au boulot vite fait... à moins que cela ne soit le contraire, ce qui n'a strictement aucune importance. Car dimanche, ce sera la révolution devant ce spectacle jeté imprudemment en pâture à la population.

Dérisoire ? Cela dépend de la révolution...

C. M. VADROT ■



DU ROLE DE L'ANTIPHRASE

Le camarade Molaire écrit à *TS* (Courrier des lecteurs de la semaine dernière) que parler de la « peste » et du « choléra » l'inquiète. Précisons, puisque le camarade paraît l'ignorer, que l'antiphrase est une figure de polémique. Qu'en l'occurrence, la peste ou le choléra ne sont pas ce que le PCF semble suggérer (la droite ou le PS) mais la victoire immédiate de la droite ou son retour au pouvoir après un interlude de courte durée. Via le passage au pouvoir des socialistes bien sûr... mais c'est justement le scénario auquel pousse la tactique actuelle du PCF.

Michel MOUSEL ■

GRINCEMENTS DE DENTS

Grincements de dents de Molaire dans le dernier *TS*. Critique « incisive » de l'article de Mousel à propos de la « peste et le choléra ». Le camarade ne mâche pas ses mots. Mais il s'est mordu la langue, puisque ce n'est pas l'hypothèse d'un gouvernement socialiste homogène qui est « le choléra » mais le retour de la droite. Pas de quoi avaler son dentier.

F. KANINE ■

LE « MACHISME » A LA VIE DURE

Les structures psychologiques ont la vie dure. Les faits parlent d'eux-mêmes. Je pensais que le discours « macho » (« gros zizi ») était aboli au PSU ; il faut croire que non. Votre programme diffusé (brochure, *Critique socialiste*) ne fait pas une seule mention de l'homosexualité, de sa réalité, sa reconnaissance (fin de la discrimination, dépénalisation, etc.) Il est vrai qu'il est plus

facile d'en évoquer l'existence dans les pages « spectacles » de Tribune. Le Front autogestionnaire ne doit-il pas inclure ce combat, l'aider à être. L'organisation sociale, son contrôle, nie l'homosexualité, alors qu'elle concerne dans son vécu quotidien 5 % des Français. Je suis de ceux qui estiment que notre libération participe de celle des hétéros. Il n'y a pas de combat spécifique, même si une réflexion propre aux homos est nécessaire, il faut éviter les ghettos des minorités. Le Front autogestionnaire se contentera-t-il du silence et du ciment patriarcal ?

J'aimerais une façon de vivre différente : travailleur, syndicaliste et homo, je ne demanderais pas mieux de vivre ces deux équations à la même heure. Un effort, camarades, foulez les préjugés. Ne serait-il qu'une construction mentale de penser que l'écologie, l'autogestion et le corps sont un seul et même problème. La réponse est en partie dans vos rangs.

A. MORTYN ■

LE CHANGEMENT POUR LE CHANGEMENT

Le secteur entreprise est le secteur prioritaire », leitmotiv répété comme un vœu pieux dans tous les congrès du Parti — dans *TS* le titre s'y rapportant est en tout petit (social). Pourquoi avoir abandonné le titre de rubrique « briser la chaîne » ? et les autres « les exclus de l'intérieur » « les choses de la ville », « les armes de la critique », plus percutants que « social », « bonnes feuilles », « la parole à » qui sont des titres passe-partout sans intérêt pour un journal révolutionnaire.

Si *TS* s'est nettement amélioré dans sa présentation (articles plus courts, plus aérés, donc plus lisibles et plus vendables), il ne faudrait pas faire du changement pour le changement.

M. RIVAL ■

ERRATUM

La Fédération des diffuseurs de l'Ile de France nous a précisé une anomalie sur la ristourne de certains marchands de journaux de l'ancienne Seine. Dans les dépôts-banlieue de Vitry, Montrouge, Colombes et Nanterre, ainsi que dans l'annexe 64 de la Vente à Paris (La Garenne Colombes) les marchands touchent 20 % alors que certains de leurs confrères desservis pourtant de la même façon n'ont que 15 %. C'est une injustice que nous relevons et dénonçons. ■

Raconter ne suffit pas

Bretonne, je le suis, femme, je le suis, socialiste pour l'autogestion, je voudrais peut-être l'être... Mais je suis mal à l'aise face au témoignage de Janine Rousseau. Qui annonce qu'elle a beaucoup à dire et ne dit rien. Rien en tout cas qui n'ait été rebattu, ressassé, rabâché dans tous les « groupes femmes » de base. Sans intérêt ! Ou plutôt si : intéressant si c'est le témoignage d'une femme de la rue, que son expérience amène à « prendre conscience ». Inintéressant en revanche si c'est — comme ça prétend l'être —, celui d'une militante PSU. D'accord, le PSU n'impose pas de ligne : il propose — et propose à partir des luttes, de l'expérience vécue. Janine Rousseau ne propose pas : elle raconte. Dans son récit, c'est vrai, beaucoup d'entre vous se retrouvent. « Se retrouvent » et ne découvrent rien qui apporte réponse aux interrogations que font naître en elle, justement, leur expérience. D'un parti, d'un ou une militant(e), d'une candidate aux législatives peut-être à tort, j'attendais plus. Quoi ? Je ne sais au juste et c'est pour cela même que ce témoignage a priori m'intéressait et en définitive me déçoit.

Une sympathisante ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle
 NOM..... Prénom.....
 Adresse.....
 Profession.....
 Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)
 Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
 à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
 Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
 Rédacteur en chef : José Sanchez
 Rédacteur en chef adjoint : Claude Deslhiat

Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan.

● Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel.
 ● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot.

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulin, Fénu, Mathé
 Maquette et collaboration technique : Max Pagis
 Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot
 Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Rédaction : 566.45.64 et 566.45.37 poste 096

Administration et publicité : 566.45.37

Numéro de la commission paritaire : 50 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :
 Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque
 38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88.33

Changement d'adresse

Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes.

- **Où va la France ?**
Les stratégies de la droite et la désunion de la gauche
par V. Leduc p 5
- Quand Carter décide pour nous
par C. Bourdet p 6-7
- Raymond Barre : logique
par M. Anvers p 8
- Réunion de la Direction politique nationale du PSU p 9
- L'extrême gauche sur le bord de la route
par F. Turquan p 10
- **Social**
CGT-CFDT : chacun sa cible
par Y. Sparfel p 11
- Pour des lendemains de lutte
par Y. S. p 12



- Nice : Médecin purge
de notre correspondant p 13
- La Méditerranée dans le bain
par C.-M. Vadrot p 14

- **Tribune libre**
La CSCV, fer de lance d'un syndicalisme de classe sur le cadre de vie
par M. Louis, secrétaire général adjoint de la CSCV p 15

- **Et pourtant elle tourne**
Les brasiers dans la Corne de l'Afrique : les trois guerres
par Ph. Mariélie p 16-17
- Italie :
PCI : l'apprenti sorcier ?
par C. Desliat et S. Lyllan p 18
- Colloque : l'impérialisme en Méditerranée
par B. Ravenel p 19



- **Les armes de la critique**
Lire la Chine
par F. Turquan p 20
- Science-fiction : et que ça saute !
par B. Blanc p 21
- Théâtre : Mort d'une révolution
par D. Noresl p 22



- Cinéma : Diabolo menthe
par F. Gastellier p 22
- Télé : Jack Martin for ever !
par Ph. Mariélie p 23
- Angela Davis : l'enchaînement
par G. Marsauche p 24

Les stratégies de la droite et la désunion de la gauche

Par Victor LEDUC



Sur la majorité souffle un vent de défaite. L'homélie de Giscard d'Estaing au « déjeuner des quatre-vingt » semble n'avoir eu d'autre effet que d'attiser la rivalité entre les différents partis de droite. On comprend d'ailleurs la colère de Jacques Chirac, car c'est bien à ses concurrents que l'allocution présidentielle donnait raison en condamnant la multiplication des candidatures majoritaires, même s'il tempérait son propos par un lénifiant appel à l'unité.

La division de la majorité n'empêchera certes pas ses représentants de faire bloc contre la gauche ; mais, ajoutée au discrédit grandissant de la politique gouvernementale, elle diminue encore les chances de la droite.

Il faut des divergences sérieuses pour que ses partis n'hésitent pas à froter le désastre en étalant leurs querelles à quelques semaines du premier tour. Comme le dit la résolution politique que vient d'adopter la Direction politique nationale du PSU, ces divergences recouvrent des intérêts et des politiques économiques et sociales différents. Les giscardiens s'accommodent plus volontiers du plan Barre dans la mesure où celui-ci favorise un patronat exportateur et moderniste qui peut attendre les bénéfices d'une restructuration industrielle. Le RPR s'appuyant principalement sur la fraction de la bourgeoisie la plus tributaire du marché intérieur.

Mais surtout s'opposent deux stratégies : celle de Jacques Chirac qui tend à créer l'Etat-RPR comme il y eut un Etat-UDR, en rejetant « le reste » dans l'opposition ; celle de Giscard qui vise à gouverner au centre en élargissant la majorité à gauche, à l'exclusion des communistes et, vraisemblablement, d'une fraction au moins du RPR.

C'est ici que l'on rejoint les problèmes qui se posent à la gauche. La rupture de l'Union de la gauche favorise les plans de Giscard, quelles que soient les bonnes intentions proclamées par les dirigeants du PS. Dans le cas d'une victoire électorale de la gauche remportée dans la désunion, la tentation sera forte, sinon au début, du moins au cours de la prochaine législature, de trouver la stabilité dans une alliance généreusement offerte par le Président de la République avec tout un pan de la majorité actuelle sur la base de « projets communs ».

C'est probablement la raison pour laquelle les partis proches de Giscard et le Président de la République lui-même ne paraissent pas angoissés à la perspective d'une défaite électorale tandis que Jacques Chirac se donne déjà comme « le recours ». Symétriquement, du côté de la gauche, le Parti communiste se prépare lui aussi à assurer les recours contre d'éventuels abandons de ses anciens partenaires du Programme commun.

Si telle est bien la configuration politique du moment, rien n'est encore joué. Cette situation, créée par les états-majors, peut encore être modifiée par l'intervention des militants et des masses populaires elles-mêmes.

Le Front autogestionnaire qu'anime, avec d'autres, le PSU, doit rassembler tous ceux qui sont décidés à créer les conditions d'une véritable unité qui ne permettrait plus que les travailleurs soient frustrés d'une possible victoire.

Quand Carter décide pour nous

La brutale intervention des Etats-Unis dans les affaires intérieures de l'Italie éclaire d'un jour nouveau les vertueuses déclarations du candidat Carter à la Maison Blanche.



Photo DR

Jimmy Carter et VGE sur les Champs-Élysées :

Le glissement alarmiste du gouvernement français explique sa réaction au coup de semonce des Etats-Unis

LINTERVENTION directe de Jimmy Carter dans les affaires politiques intérieures des pays européens était-elle plutôt motivée par la situation italienne (1) que par la situation française ? C'est possible, et interviewé par la radio française, Gian Carlo Pajetta, responsable des questions internationales du Parti communiste italien, a même suggéré que la démocratie chrétienne avait peut-être directement suscité cette intervention, puisque le problème de la participation communiste à un gouvernement d'union nationale se pose immédiatement en Italie. Mais ce qui est valable pour Rome l'est également pour Paris, pour Lisbonne et demain pour Madrid. Il n'y a d'ailleurs là pas de quoi s'étonner. Ford et Kissinger avaient naguère pris des positions identiques et le chancelier Schmidt a probablement été l'un des plus nets de tous. Chaque fois que ce genre d'intrusion se produit, on entend des protestations en provenance de la droite comme de la gauche ; la classe dirigeante européenne n'a naturellement aucune objection, bien au contraire, contre ces indécidables, mais elle pense avec raison qu'elles produisent souvent le résultat contraire. Cette fois-ci pourtant, un ministre français a cru devoir remarquer que le président américain avait bien le droit d'exprimer son opinion : c'est apparemment que la docilité vis-à-vis de Washington a atteint maintenant un nouveau palier.

En tout cas, il est remarquable que, malgré les réactions qu'avaient provoqué en leur temps les déclarations sur le même sujet de Ford et de Kissinger, Carter, dont on

illusions dans l'équilibre des puissances

M. Brzezinski était sorti de l'anonymat au début des années 70 en publiant des articles sur les affaires internationales puis en dirigeant la fameuse « *Commission Trilatérale* ». Il est devenu célèbre au lendemain de l'élection de Jimmy Carter à la Maison Blanche dont il a réorienté la politique étrangère en tant que conseiller spécial du Président pour les affaires de sécurité et président du Conseil national de sécurité. C'est dire l'intérêt que son livre en France, sous le titre « *Illusions dans l'équilibre des puissances* », un recueil de ses principaux articles (1).

Le titre condamne déjà la politique étrangère de son prédécesseur. M. Kissinger et Nixon étaient fermement convaincus que la paix pouvait être maintenue grâce à l'équilibre naturel des puissances mondiales, à la reconnaissance réciproque de leurs zones d'influence et de leur diversité idéologique. Illusions, retorque Brzezinski. Cette « *realpolitik* » est inapplicable dans un monde dominé par les deux super-grands et où la fin du colonialisme a fait du Tiers-Monde un acteur essentiel de l'histoire contemporaine, et il dresse un constat de faillite, commençant par le Viet-Nam, finissant par l'Angola, en passant par les relations Nord-Sud et surtout en insistant sur la dégradation de l'image de marque des Etats-Unis dans le monde. En bref, Kissinger voulait conduire une politique du 19^e siècle à l'heure de la révolution technocratique.

Enfin, pense le lecteur, Kissinger finissant dans les poubelles de l'histoire, on va voir ce qu'on va voir, un « *aggiornamento* » de la diplomatie américaine. Illusions ! Il faut être doué de la perspicacité de Jean-Pierre Cot, qui signe la préface, pour déceler dans ce recueil d'articles « *la nouvelle politique étrangère de l'Amérique* ».

Autres méthodes, certes : dialogue, concertation, discussion, souplesse, ouverture sont les maîtres mots pour régler les grands problèmes de notre monde. De même, l'Amérique ne doit pas tout faire toute seule : « *Si l'Europe et le Japon avaient pris part de manière plus active et plus constructive aux règlements des problèmes mondiaux, les pressions exercées sur l'Amérique et le rôle de celle-ci eussent été réduits d'autant.* »

Mais sur le fond, M. Brzezinski veut seulement réussir là où il estime que son prédécesseur avait échoué : maintenir la position préminente de l'Occident industriel et capitaliste dans le monde. Il ne faut donc pas s'étonner si on ne trouve pas dans ce livre une ébauche d'analyse du mode de domination américain. Par contre, il regorge de considérations idéologiques, éthiques, morales, sur lesquels M. Brzezinski fonde l'essentiel de son « *discours* » diplomatique. Comment, dans la réalité, peuvent-elles peser face aux lois, bien réelles et bien tangibles celles-là, de l'imperialisme économique ? La réponse n'a pas tardé à venir : mise en garde à Rome, « *oubli* » des droits de l'homme à Teheran ou dans la plupart des dictatures d'Amérique Latine, refus d'aller aussi loin qu'il le faudrait en Afrique Australe, quartier libre à l'Iran et à l'Arabie Saoudite dans la corne de l'Afrique, refus d'exercer sur Israël des pressions suffisantes...

Au fond, la grande utilité du livre de M. Brzezinski est de nous démontrer que le rêve américain, cette « *liberté* » qui jaillit sans arrêt sous sa plume, ne dure que le temps d'une campagne électorale.

R.L. ■

(1) Zbigniew Brzezinski, *Illusions dans l'équilibre des puissances*, éd. de l'Herne, 252 p.



disait qu'il apportait un « style nouveau » à la politique internationale, ne s'est pas gêné pour dire de nouveau les choses carrément. Sans doute peut-on remarquer que le président américain parle à tort et à travers : cela ne ferait jamais qu'une gaffe de plus. Mais il y a une autre façon de voir les choses : les deux pays qui sont visés en ce moment par l'interdiction américaine de toute participation communiste au gouvernement sont la France et l'Italie. Dans le cadre du « nouvel ordre mondial » défini par la Commission Trilatérale, ces deux pays ne comptent pas comme « interlocuteurs » ou à peine. C'est l'Allemagne qui a été chargée, du point de vue américain, de gérer l'ensemble européen. Comme le soulignait l'an dernier « Business Week » (2) la Grande-Bretagne, l'Italie et la France ont dû adopter le modèle économique allemand élaboré par la Bundesbank, la Banque Centrale allemande, d'après les théories de Milton Friedman adaptées à l'Europe par Karl Brunner. On sait les ravages de l'économie friedmanienne au Chili : l'adaptation allemande, qui fait partie intégrante du plan Barre, a, toutes proportions gardées, des effets analogues. Sur le plan politique, le vice-président Mondale a confirmé, lors de son voyage en Allemagne au début de l'année dernière, le leadership reconnu par Washington à la RFA (3) Le Parlement européen, future « Constituante européenne » selon Willy Brandt, fournira le cadre juridique de l'interventionnisme germano-américain.

Schmidt et Carter voient les choses exactement de la même façon en ce qui concerne la participation des communistes aux gouvernements du Sud de l'Europe. J'ai rappelé plus haut l'intervention brutale de Schmidt en 1976 à ce sujet. S'il se tait depuis lors, c'est parce qu'il a d'autres moyens d'action et qu'on lui a fait reconnaître que la République fédérale n'était pas particulièrement bien placée pour donner ce genre de leçon — surtout aujourd'hui, à un moment où l'opinion occidentale commence à connaître l'étendue de la répression en Allemagne même, l'apparition d'un nouveau genre de « mise-au-pas » et d'un nouveau style d'Etat autoritaire. Le « sympathique » Carter, précisément parce qu'il parle à tort et à travers, peut se permettre au contraire des remarques aussi déplacées.

MAIS ce qui est typique, c'est, en France, l'absence de réaction de la presse et des autres médias. L'information a été rapidement enterrée et, après quelques protestations rapides, la gauche elle-même n'a pas sérieusement pris l'affaire en main. On a l'impression que tout le monde s'est donné le mot pour « écraser ». Le PS, parce qu'il paraissait inutile d'ajouter cette inquiétude supplémentaire au contentieux socialo-communiste, le PCF parce qu'il lui paraît peut être préférable de ne pas insister sur des mises en garde qui pourraient effrayer l'électeur, et le reste des porte-paroles politiques parce qu'ils approuvent le sens de l'intervention américaine, même s'ils la trouvent maladroite. Et certains parce que, comme le ministre mentionné plus haut, ils ne trouvent pas anormal, au fond, qu'un

Photo DR



Carter recevant François Mitterrand le 6 janvier :

« Les dangers de l'interventionnisme américain et ouest-allemand sont-ils clairement perçus par les dirigeants socialistes ? »

chef d'Etat américain nous donne ce genre de leçon ! De Gaulle avait rétabli au sein des milieux politiques français une certaine volonté d'indépendance. Mais il s'agissait là d'un phénomène politique de sommet, sans aucune base réelle au sein des milieux économiques qui soutenaient le gaullisme. Le capitalisme français n'a pas de volonté d'indépendance ; mais au contraire, c'est l'un des plus dociles du monde, un des plus enclins à s'intégrer dans les structures multinationales à direction américaine ou allemande. Il ne pourra y avoir de volonté d'indépendance durable dans notre pays qu'une fois un point de non-retour passé en direction de l'économie socialiste, une fois le rapport de forces entre les classes profondément modifié dans la société et dans l'Etat.

Et encore faudra-t-il que la gravité et le pouvoir corrosif de l'interventionnisme américain et ouest-allemand soient clairement reconnus, non seulement par les dirigeants politiques de la gauche, mais aussi par l'ensemble des hauts fonctionnaires et technocrates dont dépendront, dans un gouvernement de gauche, les décisions pratiques et la défense contre les intrusions, le noyautage et le sabotage. Nous voudrions être sûrs que, chez les dirigeants socialistes qui auront de toute façon en main l'essentiel du pouvoir dans le cas de victoire de la gauche, ces dangers sont clairement perçus.

Car il ne faut pas se faire d'illusions. Les avertissements actuels n'annoncent pas une attitude pacifique de la part des hommes de Washington et de leurs proconsuls de Bonn si la gauche gagne la partie, d'une manière ou d'une autre, à Rome ou à Paris. Ce n'est pas sans doute une intervention à la chilienne qui est le plus à craindre, au moins dans un premier temps. Les moyens de détraquer une économie de type occidental sont plus subtils. Il ne faut même pas s'imaginer qu'un gouvernement socialiste « monocolor » aurait la partie facile. Soarès remplissait, du point de vue américain et ouest-allemand, les conditions du gouvernement social-démocrate à peu près idéal : le FMI, la Banque Mondiale, Washington et Bonn ne se sont pas gênés pour lui imposer l'abandon des conquêtes de la révolution portugaise et le retour à une économie « friedmanienne ». Tous ces dangers étaient clairement envisagés hier au sein de la gauche de l'Europe du Sud et pas seulement au sein du PSU, du PCF, et de l'extrême gauche italienne. Mais on a l'impression qu'à mesure que les échéances électorales s'approchent une partie appréciable de ces milieux pense qu'il faut « rassurer » les

Américains, et du même coup rassurer les classes moyennes. D'où l'adhésion du parti communiste italien à une politique atlantique (raisonnable, bien sûr) ; d'où la visite de François Mitterrand à Jimmy Carter.



OR, nous venons d'en faire une nouvelle expérience, dans ce domaine on ne « rassure » jamais assez. L'eurocommunisme des PC, voire même la rupture entre communistes et socialistes, ne représentent pas des garanties suffisantes pour le capital international. Ce n'est pas de politique étrangère qu'il s'agit, et les liens avec Moscou passent absolument au second plan dans les préoccupations de Washington — et celle de Bonn. Ce qui est en cause, c'est la possibilité pour un Etat européen, de mettre sur pied un socialisme qui ne soit pas de l'ordre de l'alibi et de la décoration. Les communistes sont craints, dans la mesure où leur présence rendrait un transfert du pouvoir réel plus vraisemblable. Et si, par impossible, celui-ci se produisait sans eux, les milieux d'affaires mondiaux ne seraient pas plus heureux. Il ne faut pas oublier le facteur de contagion, que représenterait la présence au pouvoir d'une gauche efficace à Rome ou à Paris. Les choses ne tarderaient pas à changer en Allemagne même : les communistes y sont inexistantes, mais une gauche réapparaîtrait très vite au sein même de la SPD. Au Labour Party, où la gauche syndicale et politique est beaucoup plus importante, l'équilibre pourrait être rapidement rompu en sa faveur. L'évolution de l'Espagne serait accélérée, etc. C'est-à-dire que c'est tout l'édifice de domination mondiale envisagé par la Commission Trilatérale qui verrait s'effondrer son pôle européen.

Même si, en raison du rapport de forces en Italie, et de la puissance qu'y ont conservé la tradition et l'Eglise, et en raison de la rupture et de la confusion actuelles au sein de la gauche française, le genre de développement que l'on vient de décrire n'apparaît guère comme une proche probabilité, l'enjeu est assez important pour que l'adversaire fasse tout pour saboter dès aujourd'hui toute base possible d'une telle évolution. Cela nous dicte aussi ce que nous avons à faire.

Claude BOURDET ■

(1) Voir plus loin (p.18) l'article de C. Desliat et S. Lyllan sur la crise italienne.

(2) Business week, 27 juin 1977.

(3) G. Gosselin, Evénements et Perspectives, 31 janvier 1977.



Photo DR

le projet republicain :
« Du sommet de la nullité »

Raymond Barre : logique

Hormis quelques mesures campagne électorale oblige, destinées à quelques « cibles » privilégiées, la santé des entreprises passe, selon Raymond Barre, par l'augmentation des profits.

En cette période électorale, la droite, ses héros, ses partis se partagent décidément les records. Si le sommet de la nullité a été atteint avec le « *Projet Républicain* » du PR, celui du cynisme l'a été avec les « *Objectifs d'action pour les libertés et la justice* » présentés à Blois par M. Barre. Objectif sur l'emploi, sur le pouvoir d'achat, sur la durée et les conditions de travail ? Non, car pour M. Barre tout dépend de la « *santé* » des entreprises et de leurs possibilités de restaurer et d'augmenter leurs profits. Profits d'abord, retombés éventuellement après. Bien sûr, comme tout programme électoral, celui de M. Barre est agrémenté de petites mesures destinées à des « *cibles* » privilégiées ou répondant à des préoccupations particulières comme « *la reprise — jugée nécessaire — de l'expansion démographique* », mais le propos principal du programme de Blois reste économique, dans le droit fil des plans Barre qui se sont succédés depuis un an et demi, et qui tous concourent à la restauration des marges (profits) des entreprises.

Revanche sur les prétentions gaullistes

Voilà donc, encore une fois, le libéralisme en action, mais c'est, cette fois, la revanche

définitive sur les prétentions gaullistes à dégager une « *troisième voie* » de développement économique à promouvoir une certaine indépendance industrielle et technologique. Blois c'est l'effacement relatif de l'Etat et de son intervention dans la « *vie des affaires* » ; c'est le principe réaffirmé du refus du protectionnisme avec pour corollaire l'inscription obligatoire du capitalisme français, par la spécialisation, dans la nouvelle division internationale du travail ; d'où une dépendance sans cesse accrue de l'économie française vis à vis du monde capitaliste.

Effacement relatif de l'Etat. On peut en effet observer ce dégagement : dans le retour annoncé pour 1978 à la liberté des prix (demandée depuis des années par le CNPF) ; dans la « *pause* » en 1978 et 1979 de la progression des charges sociales et

le discours de Blois :
« a celui du cynisme »



Photo DR

fiscales des salaires et des entreprises (impôts sur les sociétés, cotisations de sécurité sociale...), dans la volonté de diminuer de moitié les subventions aux entreprises publiques (30 milliards de francs en 1978) ce qui entraînera un sérieux relèvement des tarifs publics après mars 1978, dans la décision de promouvoir l'épargne directement capitaliste en exonérant d'impôt « *la fraction du revenu des ménages consacrée à la création ou au développement de valeurs mobilières* » (actions ou obligations) ce système venant s'ajouter aux multiples avantages qui existent déjà pour les détenteurs d'actions ou d'obligations (avoir fiscal, exonération d'impôt jusqu'à 3 000 F de revenus d'actions ou d'obligations...)

A toutes ces faveurs faites aux capitalistes, il faut ajouter l'exonération égale à 50 % des cotisations sociales payées par les PME « *pour les personnels supplémentaires de 18 à 26 ans engagés en 1978 et en 1979* ». Sur ce chapitre, la presse a insisté essentiellement sur le fait que le poids des impôts supportés par les salariés ne serait pas accru en 1978 et en 1979. Or on a déjà vu dans ces colonnes (Cf. *TS* n° 761) que les impôts seront pour les salariés plus lourds en 78 qu'ils ne l'étaient en 1977. D'autre

part est-il si extraordinaire que la pression fiscale sur les revenus des salariés ne s'accroisse pas, alors que Barre leur promet pour encore au moins deux ans la stagnation de leur pouvoir d'achat ?

Respecter la loi !

A la lecture de ces mesures marquées très fortement du secours des intérêts « *de classe* », on peut se demander où sont passées les intentions giscardiennes de changement, les réformes de structure annoncées notamment par le Conseil de planification d'octobre 1976 et destinées à donner une coloration moderniste, sociale-démocrate, au capitalisme français ? La réforme de l'entreprise, la réforme des « *activités économiques tarifées en pourcentage* » qui devait viser les scandaleuses rentes de situation retirées par certaines professions payées au pourcentage (au premier rang desquelles certains corps de hauts fonctionnaires), la réforme des circuits de distribution, l'aménagement du temps, l'utilisation du parc d'équipements collectifs, et enfin la très attendue « *réforme de structure* » concernant les inégalités de revenus que Barre avait promis d'entreprendre après la parution d'un rapport sur ces inégalités que devait établir le CERC. L'organisme officiel a remis son rapport (Cf. *TS* n° 764) ; mais Barre n'a annoncé à Blois aucune mesure dans le sens d'un resserrement de l'éventail des revenus. « *Le relèvement du SMIC sera opéré conformément à la loi* », a-t-il déclaré au dernier « *forum de l'Expansion* ». Intéressant ça, un Premier ministre qui déclare qu'il respectera la loi ! (petite information : le SMIC hollandais vient d'être fixé à 1673 florins par mois, soit près de 3500 francs, et ce pour un coût de la vie guère plus élevé qu'en France...). Pour être tout à fait complet, signalons que M. Barre a retenu dans ses objectifs d'action, deux mesures concernant des réformes annoncées.

● **La première concerne les entreprises** : les cadres-siégeront désormais avec voix délibérative au sein des conseils de surveillance ou des conseils d'administration des entreprises. Merveille de cynisme et de mépris. M. Barre ajoute : « *si cette expérience est positive, elle sera généralisée au profit de tous les salariés dans les grandes entreprises* ».

● **La seconde porte sur l'indexation de l'épargne** : « *les petits épargnants âgés de plus de 55 ans* » bénéficieront d'une certaine protection de leurs dépôts pour cinq ans. Et la presse gouvernementale de se réjouir. Mais elle a soigneusement oublié que dans une lettre adressée à M. Barre le mardi 16 novembre 1976 Valéry Giscard d'Estaing demandait qu'un système d'indexation de certaines épargnes entre en vigueur le 1^{er} janvier 1978 et pour une catégorie d'épargnants bien plus étendue que cette retenue par M. Barre à Blois. De l'utilité de repousser certaines réformes pour les inscrire, même édulcorées, dans les programmes électoraux. En attendant, l'épargnant « *petit* » ou « *moyen* » continue à perdre de l'argent, mais pas les actionnaires. Maintien du Pouvoir d'achat distiez-vous ?

La résolution politique de la DPN

Loin de résoudre les problèmes de l'inflation et du chômage, le programme gouvernemental présenté par Barre à Blois, cherche à donner satisfaction aux revendications patronales, y compris à celles des petits et moyens capitalistes, que ne satisfaisaient ni un régime des prix favorisant les grands trusts, ni des velléités «réformatrices» jugées nécessaires.

Rivalités à droite

Les heurts survenus sur les candidatures au premier tour entre les différentes fractions de la majorité ne proviennent pas principalement de leur désaccord sur la politique économique et sociale : toute la droite s'entend pour faire payer la crise par les travailleurs, aggraver l'austérité à leurs dépens et au profit du capital. Ils expriment la rivalité entre le RPR et la coalition giscard-centriste, dont l'enjeu essentiel concerne le contrôle sur le gouvernement et l'Etat dans la perspective des prochaines élections présidentielles et la nature des futures alliances. Cette rivalité s'efface devant l'impératif de se regrouper au second tour contre la gauche et le mouvement ouvrier et populaire dans son ensemble, à un moment où les déchirements de la gauche peuvent laisser à la majorité actuelle une chance de se maintenir.

L'unité perdue

L'impopularité de la politique économique et sociale de la droite demeure cependant l'élément essentiel qui peut entraîner sa défaite. La gauche s'est privée de l'atout principal dont elle disposait pour s'engager positivement dans la voie de la victoire : son union. Bien qu'elle ait souvent caricaturé ce que devrait être une véritable unité, malgré les ambiguïtés, les contradictions et les silences du Programme commun, l'existence de l'union de la gauche suscitait l'espoir d'une masse importante de travailleurs. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Les partenaires sont passés de la polémique sur le programme de gouvernement à la rupture. Si le PSU a critiqué leurs stratégies, s'il s'est efforcé depuis des années d'obtenir un véritable débat, c'était pour faire progresser l'unité. A l'inverse, c'est à une grave régression de celle-ci qu'ont abouti les signataires du programme commun. Le PSU ne peut accepter que l'on joue ainsi avec l'espoir de la classe ouvrière.

● Le PS, au moins depuis 1974, ne s'est jamais démarqué clairement d'une politique de gestion sociale de la crise. Il n'a jamais pris position sur la nécessaire offensive de la gauche contre Giscard en cas de victoire

électorale. Il n'a jamais abandonné ses tentations atlantistes. Ces caractéristiques sont d'autant plus alarmantes que, tout en s'affirmant unitaire, sa volonté est de s'assurer une position hégémonique dans l'appareil politique, administratif et économique, en s'appuyant sur les institutions actuelles. Le PS demeure sensible aux pressions américaines comme en témoigne la récente entrevue Carter-Mitterrand.

Le PS a apporté des aménagements tardifs à ses positions, par exemple sur le SMIC, la sidérurgie, l'impôt sur la fortune. Ces ajustements de dernière minute ne modifient rien à l'orientation de la politique économique du PS qu'il a définie tout au long des dernières années, et non à l'occasion d'un récent « virage à droite ».

● La dénonciation virulente du PS par le PCF, telle qu'elle s'est exprimée lors de la Conférence nationale des 7 et 8 janvier, vise à masquer ses responsabilités dans la situation actuelle. Parce qu'il n'a pas voulu d'un véritable mouvement de masse unitaire, le PCF a permis au PS de garder ses positions et de modifier en sa faveur le rapport de force.

Ainsi, le PCF privilégie ses seuls intérêts d'organisation, tout en les présentant comme identiques à ceux des travailleurs. Son attitude, par la forme qu'elle prend et le climat qu'elle crée, risque de conduire à des résultats contradictoires avec l'objectif qu'il dit rechercher. Elle crée les conditions d'une « mauvaise victoire » : les travailleurs divisés et démobilisés. Elle pourrait faciliter la constitution d'un gouvernement socialiste pratiquement homogène, alors que le PCF a dénoncé cette perspective.

Par sa position sur le désistement au second tour, le PCF réduit les possibilités de victoire électorale des forces de gauche. En affirmant que la politique d'un gouvernement socialiste aggraverait la politique d'austérité et d'inégalité, le PCF ouvre la porte à la confusion entre le PS et l'ennemi de classe. Toute l'histoire du mouvement ouvrier a montré le caractère dangereux de cette politique pour les intérêts, immédiats comme à long terme, des travailleurs. En outre, malgré ses récentes déclarations sur l'autogestion, la ligne du PCF demeure axée sur une gestion centraliste et étatique de la société.

● Les organisations syndicales CGT et CFDT n'ont pas pris, quand il en était encore temps, d'initiatives susceptibles de modifier le cours d'une polémique croissante. Aujourd'hui, elles ne peuvent éviter les répercussions de la division de la gauche. Si elles s'entendent pour développer l'unité d'action par branches, par contre elles développent des analyses opposées sur les désaccords entre PCF et PS, avec une

dénonciation unilatérale de leurs responsabilités.

Dans la bataille que se livrent le PCF et le PS disparaît l'essentiel : la nécessité d'une mobilisation populaire pour assurer une victoire réelle des travailleurs, s'appuyant sur l'aspiration profondément autogestionnaire à vivre, produire, travailler autrement. En raison de leur nature, de leur stratégie et de leurs préoccupations tactiques, aucun des deux partis ne peut prendre en compte cette exigence. Elle ne peut s'imposer que dans un rapport unitaire conflictuel (à tous les niveaux) entre ceux qui sont les plus proches de l'aspiration autogestionnaire et les communistes et les socialistes. Ce qui signifie, pour les autogestionnaires, d'une part de prendre sans relâche des initiatives pour la construction de l'unité, d'autre part de peser par leur rassemblement d'un poids politique suffisant pour rompre le cercle vicieux des seuls rapports entre PCF et PS.

L'alternative : le Front autogestionnaire

C'est précisément dans cette perspective que s'inscrit le Front autogestionnaire. Il s'est constitué, à partir de la base, avec des militants des mouvements ouvrier, de femmes, écologique, anti-capitaliste, prenant en compte les aspirations à une autre croissance, à une véritable égalité, à une politique internationale anti-impérialiste, à de nouvelles libertés. Il entend participer pleinement à la défaite de la majorité actuelle, par sa présence dans de très nombreuses circonscriptions, par un désistement pour le candidat de gauche arrivé en tête au premier tour, par son refus de faire par quelque moyen que ce soit le jeu de la droite au second tour. Au delà des élections, il entend préparer les conditions de la transformation de la défaite électorale de la droite en offensive victorieuse des travailleurs, par la mobilisation populaire. Celle-ci sera immédiatement nécessaire pour exiger la constitution d'un gouvernement représentatif des travailleurs sur la base d'un programme qui réponde à leur attente.

L'ensemble de ces éléments fait du Front autogestionnaire tout autre chose qu'un cartel électoral, ou un ensemble de témoignages sur les luttes. Il constitue l'ébauche d'une force politique de la gauche socialiste autogestionnaire et unitaire qui s'adresse aussi à ceux qui ne retrouvent pas leurs aspirations dans les autres formations, qui sont déçus ou scandalisés par leur attitude. Le Front autogestionnaire doit être une réponse à la crise de la gauche et ouvrir de nouvelles perspectives pour l'Unité populaire et le socialisme. ■



Photo DR

Meeting de l'extrême gauche à la Mutualité le 11 janvier :
« Des formules magiques... mais pas un mot sur l'autogestion. »

l'extrême gauche sur le bord de la route

Le courant « soixante-huitard » est mort. Les trotskistes résistent mais « en marge ». La plate-forme LCR-OCT-CCA les arrache-t-elle à leur rôle de témoins de Jéhovah du socialisme ?

Près de dix ans après le mouvement de mai, qui avait provoqué le renouveau d'un courant extra-parlementaire bouillonnant et multiforme, l'extrême gauche organisée se résume de plus en plus à sa composante trotskiste (ou d'origine trotskiste).

Mao-spontex évanouis

Le courant « spontanéiste » s'est fondu dans les nouvelles formes de lutte sociale, ne prenant ses distances avec ses attaches politiques initiales. Le mouvement des « autonomes » rejette les « orgas » et s'oppose parfois violemment à l'extrême gauche politique. Le courant maoïste se réduit à des sectes rivales qui apparaissent comme les héritières de la tradition stalinienne des années trente plutôt que les continuatrices du « mao-spontanéisme » de VLR (Vive la révolution) et de la Gauche prolétarienne. Les représentants les plus éminents de cette mouvance aujourd'hui disparue se sont reconvertis avec succès dans la dénonciation littéraire et mondaine du Goulag et des tares « originelles » du marxisme.

Le courant de filiation trotskiste a mieux résisté au reflux révolutionnaire et à la vague de désillusions qui frappe l'extrême gauche depuis plusieurs années. Sa fermeté doctrinale et organisationnelle le lui a permis (et ce n'est sans doute pas un hasard si c'est l'OCT, plus souple et plus perméable aux influences spontanéistes et maoïstes qui se trouve aujourd'hui frappée par de graves déchirements internes). Mais ce courant trotskiste s'est dans une certaine mesure replié dans les domaines traditionnels de la lutte des classes, laissant de côté les terrains explorés par le « gauchisme soixante-huitard » (école, finances, écologie, cadre de vie).

Ce courant de l'extrême gauche organisée s'était présenté uni aux dernières municipa-

les, non sans résultats. Le voici à nouveau divisé : sans que cette division provienne d'une réelle clarification idéologique et politique.

Lutte Ouvrière continue à faire de son renforcement l'axe central de sa politique. Elle se comporte en secte, au mode de fonctionnement autoritaire confinée dans un isolement qu'elle cultive. Elle se cantonne dans une action revendicative parasyndicale et « l'organisation de la méfiance » à l'égard des réformistes contre lesquels elle concentre ses attaques et sa propagande. C'est un « groupe témoin » dont le dévouement militant n'a d'égal que l'inutilité politique.

La LCR, l'OCT et les CCA (l'ex-AMR, rebaptisée après son départ du PSU) ont réussi à conclure un accord pour les législatives. La plate-forme commune qu'ils ont élaborée révèle à la fois le caractère limité de cet accord, simple outil électoral très souple, sans perspective ultérieure, et les contradictions qui affecte l'orientation politique de l'extrême gauche.

Dogmes et formules magiques

La conception du socialisme que définit la plate-forme est floue. Celle-ci reprend les grands dogmes (destruction de l'Etat, dictature du prolétariat, auto-organisation des masses) de l'extrême gauche : références que nous ne critiquons pas en soi, mais qui ne s'accompagnent d'aucun effort d'approfondissement sur les conditions et les problèmes de la transition au socialisme (l'organisation du pouvoir central, le contrôle sur le nouvel Etat, les problèmes de la croissance et de l'économie, la division du travail, etc). Pas un mot sur l'autogestion, alors qu'elle est au centre des débats du mouvement ouvrier, en tant qu'alternative au réformisme et au modèle soviétique !

Même vide flagrant quant à la réflexion sur le chemin du pouvoir. La plate-forme ne contient rien qui fasse la liaison entre les revendications immédiates et la perspective lointaine et imprécise du « gouvernement au service des travailleurs ». Elle définit un catalogue revendicatif, sans rechercher comment le contenu de certaines revendications peut susciter les formes d'organisation directe et autonome des travailleurs, comment peut se développer, à partir d'objectifs concrets de lutte immédiate, une dynamique d'émergence d'un pouvoir populaire complémentaire puis concurrent d'un pouvoir central occupé par le réformisme. Elle ne sort pas des formules magiques et des schémas tout-faits.

Caricatures

La seule vision dynamique qui ressort c'est celle de la pression sur le réformisme. L'extrême gauche paraît incapable de se définir positivement, autrement que par rapport à cette gauche qu'elle attaque lourdement mais dont, en définitive, elle attend tout.

Et pourtant, elle ne cesse d'évoquer les trahisons passées, présentes et futures de cette gauche, dont, au mépris de l'analyse, elle fait un bloc homogène. Cette gauche, nous dit-on, bloque le développement des luttes (aucune étude de l'impact de la crise sur la combativité ouvrière) ; elle prépare l'austérité et le compromis avec la bourgeoisie (rien n'est dit sur la polémique entre le PS et le PCF à ce sujet) ; son Programme commun est un programme de collaboration de classe (aucun essai d'explication sur les enjeux concernant l'interprétation et l'actualisation du Programme commun depuis 1974) et — sommet final — son gouvernement ne sera qu'un « gouvernement bourgeois ».

En refusant toute analyse attentive du Programme commun et des rapports entre partis de gauche, l'extrême gauche se ferme la possibilité de comprendre la situation et donc de peser sur elle.

Comment envisager de peser sur les travailleurs influencés par le réformisme en ne leur offrant qu'un tableau irréal de la situation et des attaques caricaturales contre un « bloc » qui n'existe d'ailleurs plus ? Comment espérer peser sur l'événement en n'offrant, comme tactique, qu'une version caricaturale du Front unique se résumant à la mise au pied du mur du PS et du PCF sommés de s'aligner sur le programme revendicatif de l'extrême gauche et de constituer, sur cette base, un gouvernement ?

Les témoins de Jéhovah du Socialisme

Ces erreurs d'appréciation, cette conception fautive de l'unité, si elles sont maintenues ne peuvent que conduire l'extrême gauche à garder ce rôle de « témoin de Jéhovah » du socialisme qui la confine dans la marginalité. Et à regarder, sur le bord de la route, la lutte des classes et la bataille pour le pouvoir se développer sans elle.

François TURQUAN

CGT-CFDT : chacun sa cible

La semaine qui vient de s'écouler a été pour la CGT et la CFDT celle de la vérité.

L'unité d'action entre la CGT et la CFDT avait surmonté pas mal de bourrasques. A la nécessité du front commun pour créer un rapport de force, donner de l'ampleur aux mouvements sociaux, était venu se surajouter l'espoir d'un changement politique. Artisan du soutien à un Programme commun de gouvernement qu'elle avait tendance à présenter comme le point fixe où devouchevait toute l'action syndicale, la CGT orpheline de ce programme, se range aux côtés du PCF dans sa polémique avec le PS « pour imposer un bon Programme commun ». Plus circonspecte par rapport au Programme commun, la CFDT avait fini, en essayant de lui donner un autre contenu, par considérer qu'une victoire de la gauche devenait l'objectif principal de toute stratégie syndicale. Essayant de lui donner un autre contenu, elle adoptait en 1974 son orientation en faveur de l'union des forces populaires. Les espoirs de transformation du PS en parti ouvrier, avaient attiré par les assises du socialisme les responsables CFDT dans le jeu politique, dont ils étaient auparavant assez éloignés. L'alignement sur le PS paraît aujourd'hui évident dans l'opinion publique.

Mais le jeu politique et le fonctionnement des deux grands partis de gauche n'ont nullement été transformés par cette « politisation » accrue et nouvelle des deux grandes centrales françaises. Indépendamment de la nécessaire riposte quotidienne, indépendamment de l'extraordinaire appui qu'aurait pu leur donner les organisations syndicales dans une mobilisation populaire contre la bourgeoisie, indépendamment de l'espoir unitaire engendré par leur accord minimum pour gouverner, chaque parti de gauche a développé sa propre conception du pouvoir, sa propre conception du changement, ses propres appétits organisationnels.

Il ne faut donc pas s'étonner si aujourd'hui, le mouvement syndical qui continue d'incarner pour les travailleurs la principale médiation avec le jeu politique, soit désarçonné, assis par terre après un galop mal maîtrisé. Il y a quatre mois,

Michel Rolant, responsable CFDT, déclarait à *Politique-Hebdo* : « Les querelles de la gauche, sa division provoquent le désabus, mais surtout la colère des travailleurs ». Ou se situe cette colère aujourd'hui ? Elle a été engrangée surtout, pour les militants, dans la chasse à celui qui devra porter la responsabilité de la rupture : le PS pour les uns ; le PC pour les autres. La chasse fut feutrée pendant deux mois. Chacun prenait son affût pour atteindre sa cible : la CFDT affirmait ne pas comprendre que le PCF prenne l'initiative de la rupture sur le problème des filiales ; la CGT développait sa campagne : « Pour que vive le Programme commun, tout le Programme commun ». Chacun se retrouvait, comme à un casse-croûte, pour rappeler la nécessaire action syndicale unitaire et déterminée contre l'austérité.

Aujourd'hui, les cibles ont été descendues : Séguéy n'a pas loupé le PS, Maire n'a pas manqué le PCF. Chacun a ses raisons d'avoir tiré dans ce qui lui semblait être la bonne cible. La CGT craint à juste titre une gestion sociale de la crise par le PS. La CFDT accuse à juste titre de confondre les raisons de parti avec celles de l'Etat et des travailleurs au risque de sacrifier une génération. Le plus grave n'est pas là. Il réside dans le fait que chacun a délimité son camp : en accusant unilatéralement une des formations de gauche, comme si l'unité populaire et la mobilisation sociale, n'étaient, en dehors du stérile affrontement pour le plus grand nombre de ministres et de députés, qu'une vieille lune, qu'un rêve éveillé qui aurait duré quatre ans. Le PSU avait à plusieurs reprises expliqué tout le poids qu'aurait pu jouer les organisations syndicales dans un débat réel et une riposte unitaire. Ce débat, cette mobilisation n'ont pas eu lieu.

Chacun à la CGT, à la CFDT a clamé que l'unité d'action n'est pas rompue. Il n'empêche qu'il a fallu mercredi dernier quatre heures et demi de discussions orageuses, aux délégations CGT et CFDT pour parvenir à un texte commun sur la nécessaire riposte commune à l'austérité. Certes le relais est pris dans les fédérations : métallurgie, construction-bois, chimie, textile, PTT. Mais il est bien modestement pris. Chacun sait que des records de mobilisation ne seront pas atteints dans cette période pré-électorale, bien qu'il s'agisse d'un précédent, puisque pour la première fois CGT et CFDT signent un texte commun sur le nécessaire maintien de l'action à deux mois d'élections. Tout cela ressemble à une coquille vide dont on se demande bien comment elle sera remplie.

Georges Seguy :
« Il n'a pas loupé le PS »



Photo DR

Sera-t-elle remplie par les propositions que formulera le prochain conseil national de la CFDT du 26 janvier ? Le rapport général qu'y présentera Jacques Moreau (dont les extraits figurent dans *Syndicalisme-Hebdo* du 12 janvier) trace plutôt d'autres perspectives, puisqu'il entreprend une critique à peine voilée de la façon dont l'unité d'action a pu fonctionner, c'est-à-dire les journées d'action interconfédérales.

Il remarque dans le même mouvement l'absence d'objectifs négociables qu'a favorisée une certaine « politisation » des ripostes intersyndicales. Jacques Moreau propose, après cette analyse qui ne manque pas d'une certaine lucidité, que la CFDT oriente plus l'action vers la négociation, évoquant au passage le poids qu'y jouerait FO. Cela signifie-t-il la préparation de nouvelles alliances ?

La CFDT, comme a pu l'affirmer Edmond Maire, cherche le « patronat réel », celui qui accepte la confrontation sur le terrain social, au lieu de « politiser tous les enjeux sociaux ». Il faut bien reconnaître que cette quête risque bien d'ici mars 1978 d'être vaine. La négociation n'aura semble-t-il, lieu qu'avec un éventuel gouvernement de gauche, quel que soit sa configuration ; en cas de victoire de la droite, le programme énoncé par Barre à Blois, n'ouvre pas la porte à la négociation mais à la continuation de l'austérité imposée. Alors que vise le rapport de Jacques Moreau ?

Il laisse entendre, en s'appuyant sur le désarroi de nombreux militants qui avaient façonné leur stratégie en fonction de l'hypothèse d'une gauche unie arrivant au pouvoir, que le syndicalisme de la patience, de la revendication « réaliste » doit reprendre ses droits. En reconnaissant tout haut que le syndicalisme, la CFDT en particulier, a trop cédé au mirage politique (faisant même sur ce point une certaine autocritique), les dirigeants cédetistes semblent dire tout bas qu'ils vont « déglobaliser » leurs revendications en les précisant au niveau des branches et des entreprises. Un problème demeure : le rapport ne l'envisage pas et cela inquiétera probablement un certain nombre d'organisations : Quel rapport de force ? Quelles nouvelles formes d'action peut-on avancer pour ne pas sombrer dans les sages compromis qui tout autant que les échecs de conflits durs démobilisent les travailleurs ? L'action « articulée » entreprise par entreprise, branche par branche, région par région est une réponse, mais elle risque d'évacuer la nécessaire coordination des objectifs d'ensemble contre l'austérité.

Yves SPARFEL ■

Edmond Maire :
« Il n'a pas manqué le PS »

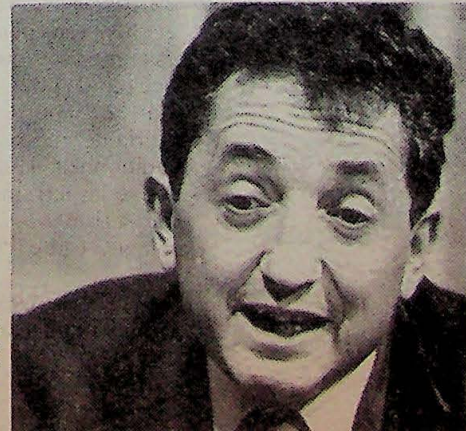


Photo DR



Travailleurs du bâtiment :
Beaucoup trop d'accidents du travail

pour des lendemains de lutte

La Fédération nationale des salariés de la construction et du bois (FNCB) de la CFDT représente des branches de l'industrie qui emploient au total plus de 2 millions de travailleurs. Pourtant, elle ne regroupe que 50 000 adhérents. La syndicalisation n'est pas aisée. En effet, une constante mobilité professionnelle, la répression syndicale, les licenciements en fin de chantier, ne facilitent pas la tâche des militants syndicaux. Un responsable de la fédération, nous expliquait qu'un délégué syndical en Auvergne, doit accomplir parfois 4 à 500 kilomètres par jour pour aller discuter avec des adhérents, tout cela sur un « crédit horaire » limité par la loi à 15 heures par mois.

La pratique

Autre caractéristique de ces professions : l'importance des travailleurs immigrés, employés pour la plupart comme OS dans le bâtiment et les travaux publics, victimes des accidents du travail, des bas salaires, du racisme « ordinaire » ou « extraordinaire » (comme cet ouvrier du bâtiment de Marseille tué en pleine gare Saint-Charles par des flics à la gâchette facile), du racisme d'Etat : expulsion, primes au départ, etc. Pourtant, il y avait très peu d'immigrés délégués à ce congrès (3 %). La volonté de la fédération de ne pas avoir son « immigré-potiche », une récente syndicalisation des immigrés, les difficultés de l'information et de la formation en plusieurs langues mais aussi la répression, la difficulté d'obtenir

d'un patron le congé nécessaire, peuvent l'expliquer en partie.

- La pratique syndicale. Il en a été beaucoup question au cours de ce congrès. La plate-forme revendicative en particulier a donné lieu à un débat d'une journée avant d'être votée à 92,19 % des mandats. Mais la discussion a été plus âpre sur la résolution générale. Une série d'amendements ont amené à un affrontement sur le rôle des structures. Une minorité proposait, contre la direction de la fédération, l'idée que la section syndicale doit être la structure politique de base et non le syndicat comme la CFDT l'a décidé lors de son dernier congrès à Annecy. Repoussés à une large majorité, ces amendements démontrent néanmoins que le débat sur la démocratie syndicale, sujet épineux s'il en est, se poursuit. Le problème est moins de privilégier telle ou telle structure (quoique dans le bâtiment par exemple, le syndicat paraît bien mieux adapté, en fonction de l'éclatement des différents lieux de travail des adhérents, à une coordination de l'action et de la réflexion) que de les faire fonctionner en évitant toute manipulation, d'où qu'elle vienne.

Et la théorie ?

- Une autre discussion, fort animée, a mis aux prises les congressistes : celle sur les nationalisations. Un rapport sur ce thème, présenté par le secrétaire général de la fédération, Georges Goubier, insistait sur

leur rôle fondamental pour donner à un éventuel gouvernement de gauche une maîtrise de l'économie. Insistant sur le caractère positif des neuf nationalisations du Programme commun et de leurs filiales, le rapporteur s'était cependant attaché à démontrer que le bâtiment échappait au champ des « nationalisables ». Mettant en évidence le rôle des cimenteries (contrôlées à 75 % en France par deux multinationales Lafarge et le Ciment français), il mettait en garde la gauche contre les risques de blocage de l'économie par les patrons de cette branche établissant un parallèle avec les camionneurs du Chili. Il réclamait en conséquence la nationalisation de ces entreprises ainsi que de celles qui contrôlent la production du bois (contreplaqué).

Mais l'originalité de la FNCB ne réside pas seulement dans cette position. Elle considère en effet que la victoire de la gauche ne signifie pas pour autant l'ouverture de « la transition au socialisme » et qu'il faut se garder de toute illusion d'îlots autogestionnaires, du socialisme ou de pouvoir aux travailleurs. Voilà pourquoi la FNCB rejette le chapitre 7 de la plate-forme confédérale d'objectifs revendicatifs qui propose l'instauration de « conseils d'ateliers » dans les entreprises nationalisées où les travailleurs pourraient intervenir dans la gestion pour tout ce qui concerne leurs conditions de travail (1).

Neuilly-sur-Marne, lieu de congrès, est une ville laide où les tours les plus sinistres côtoient des pavillons désuets. La nouvelle municipalité de gauche a hérité d'un cadre urbain bâti par des promoteurs avides. Les travailleurs, qui ont œuvré à ce gâchis n'y sont pour rien. Mais pourraient-ils intervenir directement pour qu'il en soit autrement ? Pour la première fois, un rapport consacré à la politique du logement et de l'urbanisme esquissait un début de réflexion sur ce problème.

La FNCB, qui s'est par ailleurs prononcée pour l'extension du contrôle ouvrier (opposé dans son esprit à la gestion par les travailleurs), devra aller plus loin pour que des solutions se dessinent : pour que le rapport à l'outil de travail soit modifié, que la question « que produire » surgisse. Mais il faut saluer l'ouverture qui vient d'être faite. Les travailleurs de la construction et du bois demeurent confrontés à des réalités bien plus terre à terre : les bas salaires, la déqualification, l'insécurité (plus de 4 morts par jour dans le bâtiment et les travaux publics), le développement de l'intérim et le chômage (comme en témoignent les conflits en cours chez Sexlal en Lorraine et Leroux-Muzillac dans le Morbihan).

Les lendemains du congrès sont des lendemains de lutte puisqu'avec la CGT, la FNCB mène une action de branche pendant quinze jours dès le 16 janvier. Le temps fort en sera la journée du 24 avec des débrayages, des délégations aux préfetures, une demande d'entrevue avec Stoléro pour qu'« la mort bétonnée » ne soit plus leur pain quotidien.

Yves SPARFEL

(1) Nous donnerons dans un prochain numéro la parole à Georges Goubier pour expliquer le rôle, l'action et les positions de sa fédération.

Le Ministre

Paris, le - 2 DEC. 1977
127, rue de Grenelle, 75700

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Par lettre du 26 septembre 1977, vous avez bien voulu attirer mon attention sur le licenciement de M. COROMINES, salarié de l'entreprise GERIKO, à NICE.

J'ai l'honneur de vous informer qu'après enquête et examen attentif de cette affaire, j'ai décidé d'annuler la décision de l'Inspecteur du Travail - refusant d'autoriser le licenciement de M. COROMINES.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'assurance de ma haute considération

Pour le Ministre et par délégation,
Le Maître des Requêtes au Conseil d'Etat
Directeur des Relations du Travail

Pierre GAUANES

Monsieur Jacques MEDECIN
Secrétaire d'Etat au Tourisme
Mairie de NICE
06000 NICE

Par Copie Certifiée Conforme à l'original présenté

Nice : Médecin purge

Même ses amis le jugent encombrant.

L'entreprise niçoise Geriko torréfie le café. Elle emploie surtout des VRP. Aux récentes élections du personnel, la CGT obtient un lu au premier tour. Un deuxième tour doit avoir lieu pour élire le suppléant. La CFDT présente la candidature de Jean Coromines. Elle en avise le patron, M. Chiabaud, par lettre recommandée, le 2 juin. Le 3 juin au soir, ledit patron expédie au candidat CFDT une lettre de licenciement. Habituel : c'est plus facile pour faire passer le candidat « libre ».

Un inconvénient majeur : l'inspecteur du travail refuse le licenciement, conformément à la loi (art 420-22) qui protège délégués et candidats. Le patron conteste sa décision par recours hiérarchique au ministre. Banal : où irons-nous si les inspecteurs du travail cessent d'être les exécutants du

patronat ? Le ministre casse la décision et confirme le licenciement. Toujours normal.

Mais là où les choses se corsent c'est que l'intéressé est informé de la décision concernant son licenciement par l'original d'une lettre du ministre du Travail à son collègue du Tourisme, maire de Nice. Médecin est intervenu pour appuyer la requête du patron. C'est à lui qu'on donne satisfaction en cassant la décision de l'inspecteur du travail. C'est lui, directement qu'informe le maître des requêtes.

Rien d'étonnant dans l'attitude de Médecin. Il loge la CSL (l'ex-CFT) dans des locaux publics, mais ne fait rien pour reloger la CFDT. Cul et chemise avec les fascistes locaux, il est logique. Ça lui fait du reste des ennuis avec des conseillers giscardiens, pas tellement fiers d'avoir eu Spag-

giari comme camarade de parti. Pas tellement fiers de voir parfois confondre le centre et « le milieu ».

Demander un petit service pour se débarrasser de Pierre ou Paul, ça se fait dans son milieu. Il est bien dans son personnage de faire jouer son influence dans une procédure administrative. Sans doute n'est-il pas seul à agir ainsi. Mais il ne faut pas se faire prendre. Décidément le maire de Nice se fait prendre trop souvent.

De notre correspondant

QUATRE FEDERATIONS CONTRE RHONE-POULENC

En appuyant l'effort de coordination de leurs fédérations de la chimie et du textile pour une action nationale le 24 janvier, la CGT et la CFDT démontrent leur volonté de combattre au niveau du trust le plan de destruction de Rhône-Poulenc. Comme l'avait expliqué, il y a un mois, la fédération Hacuitex CFDT (cf. TS n° 768, page 11), Rhône-Poulenc-Textile a décidé de saborder le textile artificiel en France. Alors que quatorze sites de fabrication existaient, la direction envisage de n'en garder que trois. Elle sacrifie des milliers d'emplois à la recherche de « créneaux de production » à fort taux de rentabilité, lui permettant de se placer sur le marché international. Le gouvernement a donné son aval à cette politique.

L'accord entre les quatre fédérations pour entreprendre une action sur la centaine d'usines que comporte le trust, n'est pas fortuite. Dans Rhône-Poulenc chimie les problèmes s'accroissent : retard du pouvoir d'achat, extension du travail posté (contre lequel luttent depuis trois mois les techniciens de l'usine de chimie fine de Saint-Fons), dégradation des conditions de travail (un accident mortel à l'usine de silicones de Saint-Fons la semaine dernière). Il faut savoir aussi que l'arrêt de la production de textile artificiel et synthétique ne sera pas sans conséquences pour les chimistes. En effet 45 % de la production chimique de Rhône-Poulenc SA est consommée par Rhône-Poulenc-Textile.

La politique d'investissement à l'étranger du trust s'accélère. Les quatre fédérations estiment que les solutions existent en France. Elles mettent en avant la relance de la consommation populaire. La CGT en particulier explique que la consommation de textile en France est la plus faible de la CEE (13 kg par an et par habitant contre 19 en RFA). Même si ces chiffres bruts ne tiennent pas assez compte de l'idée de produire autre chose et autrement, ils reflètent une réalité. Mais ce n'est pas la seule solution : la fédération CGT du textile a estimé, au cours de la conférence de presse du 12 janvier dernier, avoir des convergences avec la proposition de la fédération Hacuitex CFDT de créer un office national du textile. Comme sur la nationalisation du trust Rhône-Poulenc, les débats vont se poursuivre entre les quatre fédérations. Pour l'immédiat, c'est-à-dire la semaine prochaine, l'accent sera mis sur les actions communes, les débrayages et les manifestations.

J.-Y. R. ■

Monaco : la Méditerranée dans le bain

Une conférence alibi

Les diplomates et les experts chargés de veiller sur l'avenir de la Méditerranée à l'occasion de la Conférence qui s'est tenue la semaine dernière à Monaco, à l'initiative du Programme des Nations Unies pour l'environnement, se sont séparés samedi en se promettant de se revoir. C'est à peu près le seul point sur lequel ils ont réussi à se mettre d'accord. Les problèmes posés par la pollution tellurique, c'est à dire provenant des industries côtières, des égouts et des fleuves, ne sont donc pas sur le point d'être résolus. Pourtant les premiers rapports publiés discrètement par les Nations Unies à la veille de cette conférence ne sont pas très optimistes. Le mercure, le calcium, le PCB — un stabilisateur nocif utilisé par de nombreuses industries —, les résidus de plastique, le plomb, le zinc, le cuivre continuent de s'accumuler en quantités grandissantes dans les eaux de la Méditerranée. Le scénario du pire se met en place.

La France absente

De la même façon les égouts polluent les baignades de plus belle, les rendent de plus en plus dangereuses pour les riverains et les touristes. Ce dernier point, particulièrement évident sur nos côtes méditerranéennes a d'ailleurs incité la France à ne pas participer à la recherche bactériologique du Plan de surveillance de la Méditerranée. La façon la

plus simple d'éviter que les experts des Nations Unies publient des chiffres gênants.

Le gouvernement peut difficilement tout censurer. Comme il l'a fait pour les mesures de radioactivité : pour que les observations faites par un laboratoire monégasque, pour le compte des Nations Unies, au large de l'embouchure du Rhône ne soit pas rendues public, la France a exercé un chantage au financement ; elle menaçait de se retirer du



Photo Berson

La Mer Méditerranée :

« Victime des industries côtières, des fleuves et des égouts. »

projet pour la Méditerranée si les chiffres sortaient des tiroirs de l'ONU. Laquelle a du obtempérer. Ces résultats resteront secrets. Doit-on en conclure qu'ils étaient alarmants ?

Cela n'a pas eu l'air de chagriner les négociateurs installés dans l'hôtel le plus luxueux de Monaco, un hôtel construit sur la mer et pour lequel il a fallu récemment sacrifier le peu de littoral intact qui restait dans la Principauté. Mais, le problème de tous ces beaux parleurs était plutôt d'avoir l'air de faire quelque chose en piétinant sur place que de résoudre les véritables problèmes qui sont pourtant urgents. De toutes façon, tous ces gens discouraient le dos à la mer. Dans un monde irréel dont les populations méditerranéennes, jamais consultées sur le devenir de leur mer, sont totalement absentes.

Les mesures de plus en plus précises ont beau montrer que la Méditerranée se meurt,

les pouvoirs en place prennent leur temps. C'est ce qui inquiète beaucoup de gens et notamment les écologistes de la région de Grasse, Cannes, Antibes et Cabris qui se regroupent actuellement autour de quelques militants du PSU. Des Méditerranéens du littoral ou de l'arrière pays qui affichent la même inquiétude devant la destruction de plus en plus rapide de leur espace de vie : ils se demandent avec une certaine angoisse

comment agir, comment se regrouper pour être efficace et aider à une prise de conscience de la population. Les prochaines élections seront probablement pour eux l'occasion de préciser leur conception de la défense du littoral méditerranéen, en même temps qu'ils situent l'avenir de la mer et de son arrière pays dans la situation économique actuelle. Celle qui offre pour inconvenient de beaucoup miser sur le tourisme et sur son extension.

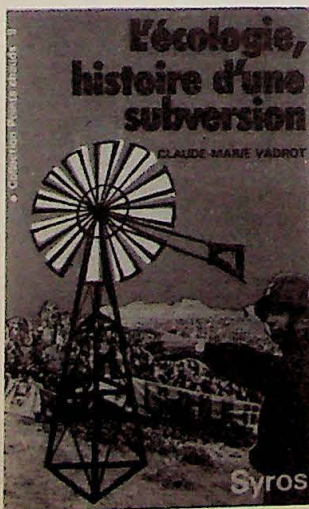
Le huitième des travaux d'Hercule

Une synthèse difficile dont on retrouve les données partout où, en Méditerranée, des militants écologistes ou politiques essaient de lutter contre les pollutions et les destructions sans déséquilibrer les économies locales qui ont perdu leur autonomie.

Mais on est loin des soucis de la Conférence de Monaco qui en était encore à se demander comment faire pour mesurer les quantités de pollutions émises par les uns et les autres. Tant que l'on s'efforcera vaguement de réparer les dégâts, la Mer Méditerranée poursuivra son déclin vers la mort. Et il faudra beaucoup de groupes comme celui de Cabris (1) pour concrétiser la prise de conscience et amener les habitants à prendre en main le sauvetage de la Méditerranée.

Le huitième des travaux d'Hercule, mais la seule solution réellement viable.

C.-M. VADROT



BON DE COMMANDE

L'écologie, histoire d'une subversion

DESTINATAIRE

NOM.....
ADRESSE.....

Nbr	Prix unité	Prix total	Port	Net à payer
1	29	29	3,90	32,90
5	26	130	8,20	138,20
10	23,50	235	9,20	244,20
20	22,50	450	19,30	469,30

Chèque joint à retourner à l'ordre des Editions SYROS - 9, rue Borromée 75015 Paris (CCP - Paris 19706 28).

(1) Guy Marimot, Cabris, 06530 Peymeinade.

(*) On lira avec beaucoup de profit l'ouvrage de C.-M. Vadrot, Mort de la Méditerranée, ed. du Seuil.

la CSCV : Fer de lance du syndicalisme sur le cadre de vie

par Michel LOUIS, Secrétaire général adjoint
de la Confédération syndicale du cadre de vie.

EN 1954 déjà, la CNAFP (1) affirmait « que c'est en conjugant les efforts de l'action ouvrière que les travailleurs arracheront les améliorations qui leur permettront de vivre et qu'ils bâtiront les structures d'une société nouvelle... » Cette volonté de lutter pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs dans la perspective d'une société socialiste a été la préoccupation constante de l'organisation tout au long de son histoire. C'est ainsi que, partant d'une action dynamique et variée, notre organisation a progressivement adapté son expression et son action à l'évolution des réalités économiques et sociales.

Les différents aspects de cette évolution et notamment celui de ne plus se limiter à la seule base familiale comme critère de regroupement, ont été maintes fois affirmés lors des assemblées ou congrès de notre organisation en fonction de la pratique syndicale de nos groupes. En analysant la dimension politique de son action la CSCV a motivé sa réalité en fonction de l'exploitation des travailleurs dans leur vie quotidienne, hors de la production (et non en fonction de vivre en famille ou pas). Cette évolution s'est traduite en 1976 par la mutation de la CNAFP en CSCV.

Une organisation de classe et de masse

La classe ouvrière a désormais un outil, hors de l'entreprise, dynamique, efficace, rajeuni et expérimenté, dont la volonté est de se développer pour atteindre la plus grande masse des travailleurs exploités.

- 26 grèves sur les loyers ou les charges locatives sont actuellement en cours à l'initiative de la CSCV;
- les luttes sur le tiers-payant pharmaceutique se généralisent dans le cadre de la défense de la Sécurité sociale où notre organisation est un élément déterminant;
- les circuits-courts producteurs-consommateurs font la preuve qu'une autre distribution est possible;
- de nombreux syndicats de base s'opposent aux implantations des centrales nucléaires;

- des initiatives en matières d'urbanisme et de rénovation, comme à Roubaix ou à Bordeaux, deviennent des expériences pilotes;
- des luttes d'auto-réduction sur les loyers, le gaz, l'électricité, se développent...

TOUT cela prouve l'efficacité par l'action de masse. Et ce qui fonde notre action syndicale, ce qui met en mouvement la masse des travailleurs, qu'ils s'insèrent dans le processus de production ou qu'ils soient non salariés (femmes, jeunes, retraités...), c'est le fait d'être exploités parce que nous appartenons à la classe ouvrière. Notre réponse c'est la lutte syndicale de classe, notre outil syndical sur le cadre de vie : la CSCV.

Au fond, ce que les militants CSCV ont compris, c'est que ce sont bien les mêmes

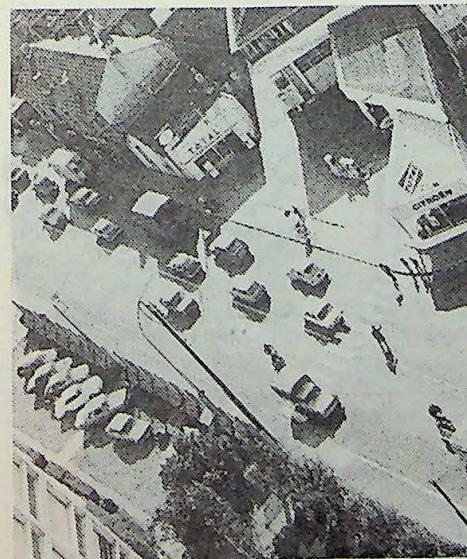


photo Calambert

qui possèdent le sol, organisent l'économie, ont la propriété des moyens de production, récupèrent les plus-values, créent les services et les équipements qui leur sont nécessaires, orientent la conception et l'utilisation des services et des équipements d'éducation, de loisirs, de santé, de culture en fonction de leurs besoins, de leur mode de vie, de leur idéologie.

Ce qu'ils ont compris, c'est que la classe ouvrière n'a aucun pouvoir, sinon celui qui

sera arraché par son combat. De ces faits, ils ont constaté qu'il était insuffisant de se battre dans l'entreprise pour obtenir une augmentation de salaire si, dans le même temps, le fruit de cette lutte est récupéré dans le prix du loyer ou dans le prix des produits alimentaires : qu'il était insuffisant de se battre pour l'emploi, si le système éducatif n'a pas comme objectif un débouché professionnel pour tous, que les luttes pour de meilleures conditions de travail devaient s'accompagner de luttes pour préserver l'environnement...

Option politique

Au système capitaliste que nous condamnons, nous opposons la société socialiste, démocratique et autogestionnaire.

Mais notre rôle ne peut être confondu ou assimilé au rôle de courroie de transmission. Les partis politiques ne sont pas en mesure d'assumer seuls la transformation durable et satisfaisante des structures sociales et économiques de la société. La conquête du socialisme nécessite plusieurs partenaires, maîtres de leurs décisions, chacun dans son rôle respectif, mais complémentaire. Il faut même ajouter que l'enjeu démocratique est à ce prix. L'existence et la vigueur des organisations syndicales sur le terrain de la production, comme sur le terrain du cadre de vie, doivent permettre une expression directe des travailleurs, des usagers et consommateurs ; elles doivent contribuer aussi à barrer la route à toute forme de totalitarisme qui débouche inévitablement vers de nouvelles formes d'aliénation des individus et des groupes.

La planification démocratique et l'autogestion ne se réaliseront pas si les travailleurs n'affirment pas leur force, et ne se donnent pas les moyens concrets de leur propre émancipation.

Un syndicalisme du cadre de vie



ETTE stratégie et cette dimension de l'action ouvrière sont les nôtres, comme elles sont celles d'un grand nombre de militants ouvriers au sein d'autres organisations.

A tous ceux qui, comme nous, sont convaincus de la nécessité d'un syndicalisme du cadre de vie puissant, nous réaffirmons notre volonté d'œuvrer à la construction de cette organisation, gage de progrès, de liberté, et de démocratie.

L'échéance législative

Dans la période politique présente, à la veille des législatives, notre stratégie peut se résumer à un slogan : **Tout pour battre la droite, tout pour la victoire des forces politiques de gauche !** Nous contribuerons, comme lors des élections municipales, au renforcement du courant autogestionnaire par notre action syndicale sur le terrain et nous espérons que les partis politiques qui se réclament de l'autogestion sauront traduire nos aspirations profondes. ■

(1) CNAFP, Confédération nationale des associations populaires familiales devenue CSCV : Confédération syndicale du cadre de vie, depuis juin 1976.

les brasiers dans la corne de l'Afrique : 2. les trois guerres

Djibouti, neuf mois après son indépendance, est déjà menacé. Et la guerre bute sur toutes ses frontières : au nord, en Erythrée ; à l'ouest : en pays Afar ; au sud, en Ogaden. Cette résurgence des nationalismes, maladroitement encouragée par l'Union soviétique, profite surtout à l'Occident...

Pas une seule guerre : trois guerres. Dépendantes, entremêlées, mais différentes. La plus ancienne : le soulèvement nationaliste en Erythrée. La lutte armée y a commencé petitement, en 1960, quelques années après la cession de l'ancienne colonie italienne à l'Ethiopie impériale, qui la revendiquait hautement, et a « payé » cette acquisition en « s'ouvrant » au grand allié américain. Le « vieux » Front de libération de l'Erythrée (FLE) existe toujours : nombreux, influent auprès des arabes conservateurs du pourtour de la mer Rouge. Mais il a donné naissance à deux scissions, c'est-à-dire à deux fronts supplémentaires : l'un, surtout extérieur, regroupé autour de la personnalité assez controversée de M. Osman Sabbeh, est le FLR-FLP, qui jouit d'appuis non négligeables au Caire et à Damas. L'autre, qui mène la lutte à l'intérieur, est très militant, discipliné, et indépendant, et il ne conçoit pas la lutte de libération nationale sans une nouvelle pratique politique et sociale. Cela semble lui réussir, puisqu'il a à son actif les principaux succès enregistrés par les nationalistes érythréens ces derniers mois : la prise de plusieurs villes importantes, dont Keren (à l'ouest du pays) et le siège de Massaouah, le grand port de la côte érythréenne, situé à quelques dizaines de kilomètres d'Asmara, la capitale de la province.

L'unité difficile

La guérilla est donc forte : elle tient tout le pays, sauf quelques centres urbains qu'elle assiège complètement. Démoralisées, les garnisons éthiopiennes sont ravitaillées par avion et n'organisent même pas de colonnes armées sur les routes, pour faire passer de force quelques convois, comme les années précédentes. Le régime d'Addis-Abeba sait qu'il a pratiquement perdu l'Erythrée. Et il n'a qu'un seul espoir : que la brouille persistante entre les divers mouvements de libération ne débouche à nouveau sur une guerre civile, comme cela a été le cas au début des années soixante-dix. Le FLE et le FPL — les deux principales forces sur le terrain —, ont entamé en 1977 une procédure de réunification ; des progrès ont été réalisés. Mais

l'unité est malaisée, entre ces deux courants politiques dont l'inspiration est fondamentalement différente. Par contre, si l'unité se réalise, la route d'Asmara — c'est-à-dire celle de l'indépendance —, s'ouvrira d'elle-même...

Omnubilé par cette guerre de libération qui le prive de son seul accès à la mer Rouge, le régime militaire éthiopien a tendance à « oublier » les idéaux socialistes qui l'avaient animé au début. Et il n'en finit pas de mobiliser les pauvres hères, sur le thème d'« Ethiopia Tikdem » — l'Ethiopie toujours !, le slogan de Haïle Sélassié — et de remettre aux nouvelles vagues de militaires inexpérimentés les « Kalachnikov » flambant neufs qu'il obtient de Moscou.

La guerre dans l'Ogaden :
Combattant du Front
de libération de la Somalie occidentale



Photo DR

Berlin ou La Havane. Au cours de meetings gigantesques réunis sur les plateaux ou dans la capitale éthiopienne, il galvanise ses troupes aux cris de « la patrie ou la mort ! ». Et les « volontaires » partent, ivres de nationalisme, vers les champs de bataille où ils périssent par milliers...

La rébellion des Afars d'Ethiopie est la seconde guerre qui retentit aux portes de Djibouti. Les Afars sont six fois plus nombreux de ce côté que dans l'ancienne colonie française. Et derrière leur sultan, Ali Mirah (qui s'est réfugié à Ryad en 1975), ils se battent avec acharnement pour protéger la vieille féodalité afar contre les « jacobins » et les « partageux » d'Addis-Abeba. Cette agitation en pays afar n'est sans doute pas étrangère aux troubles de Djibouti : elle provoque en tous cas des mouvements de population, des infiltrations, difficilement contrôlables, qui contribuent à déstabiliser un Etat déjà bien fragile.

Vers une « grande Somalie »

Le conflit de l'Ogaden est actuellement le plus aigu de tous. Parce qu'il oppose deux pays se voulant « socialistes », et au surplus alliés un moment, tous deux, de l'Union soviétique. On sait ce qu'il est advenu : en février 1977, prenant prétexte de la « radicalisation » intervenue à Addis-Abeba après une nouvelle vague de purges sanglantes, Moscou a choisi d'appuyer concrètement le régime éthiopien, s'exposant à rompre un jour avec la Somalie. Il a acheminé des armes, envoyé des conseillers. Fidel Castro a bien tenté au début de réconcilier le colonel Mengistu et le président Siaad Barre, mais il a lui aussi choisi son camp, considérant que les « vrais révolutionnaires » étaient du côté d'Addis-Abeba.

La Somalie, écorchée par le dépeçage colonial de la fin du siècle dernier — qui avait donné naissance à des Somalies italienne, britannique et française —, vit depuis son indépendance dans l'espoir d'une réunification de la « grande Somalie ». Le régime militaire et socialiste qui s'est mis en place à partir de 1969 n'y a rien changé de fondamental. Siaad Barre, au contraire, a convenu souvent que l'abandon de cet idéal de réunification le mettrait immédiatement hors-la-loi dans son propre pays — où le drapeau porte les étoiles de trois régions qu'il considère comme siennes : le nord du Kenya, l'actuel Djibouti, l'Ogaden.

L'enchaînement de la lutte de libération à Djibouti, et la résistance du Kenya à toute cession de son territoire ont empêché la Somalie de « rentrer dans ses meubles » de ces côtés-là. Mais le maillon de l'Ogaden était plus faible. Elle s'y est engouffrée. Dès juin, les maquisards du Front de libération de la Somalie occidentale — une émanation directe de Mogadiscio — ont saboté la voie de chemin de fer reliant Djibouti à l'Ethiopie. Et ils ont entrepris d'enfoncer les lignes éthiopiennes, à vrai dire assez peu solides dans cette région assez désertique. L'avancée des Somalis a été foudroyante en août et en septembre. Ensuite, le front a eu tendance à se stabiliser. Mais les forces pro-

Photo DF



Mengistu Haile Maryam :

« Ethiopia Tikdem » (l'Éthiopie des vaincus) »

somalis ont pratiquement réussi à occuper tout l'Ogaden, menaçant même de novembre les garnisons qui commandent les accès des hauts-plateaux éthiopiens : Dire-Dawa, Djijga, Harer, Negele.

Un chassé-croisé

Les développements de ce conflit ont été nombreux pour la région. La tension entre l'Éthiopie et la Somalie, qui a dégénéré en guerre quasiment ouverte, a provoqué une rupture définitive entre l'URSS et les autorités de Mogadiscio. Les conseillers russes, qui étaient fêtés dans la capitale somalienne depuis de nombreuses années, ont été soudain hués. Et, à la mi-novembre, il leur a fallu quitter précipitamment leurs installations de Berbera — la base navale du nord

du pays, à une centaine de kilomètres de Djibouti. Les coopérants soviétiques qui travaillaient dans les télécommunications, le bâtiment, l'hydraulique, la conserverie, l'enseignement, etc. ont pris eux aussi le chemin d'Aden (au Sud-Yémen) ou de Moscou. Et les derniers contingents de Soviétiques ont croisé, sur l'aéroport de Mogadiscio, les parlementaires américains venus pour enquête sur les demandes d'aide somalienne.

Car Moscou a perdu son pari impossible, qui était de régler à l'amiable, sous son égide, les différends territoriaux des deux pays ennemis de la corne. Et l'URSS a jeté dans les bras de l'Occident et des régimes conservateurs arabes de la mer Rouge une Somalie qui est avant tout islamique et nationaliste. Siad Barre, le président somalien, n'a pas craint d'en appeler à plusieurs reprises à la « responsabilité de l'Occident » — lui qui avait tant de fois, avant 1977, condamné les interventions des grands pays impérialistes de la région, et notamment de la France. Il n'a pas hésité à formuler des demandes d'armes très précises à la France, à la Grande-Bretagne et aux États-Unis. Il est rentré, au début du mois de janvier, d'une tournée « très fructueuse » à Oman, en Irak, au Soudan, au Pakistan, en Égypte, et surtout en Iran — le grand « gendarme » pro-américain de la région.

Le gendarme et le parrain

L'Iran ne cache pas sa sympathie pour la Somalie. Les entretiens du Chah et de M. Jimmy Carter, à la fin du mois de décembre, ont confirmé que les États-Unis — si soucieux soudain du respect des

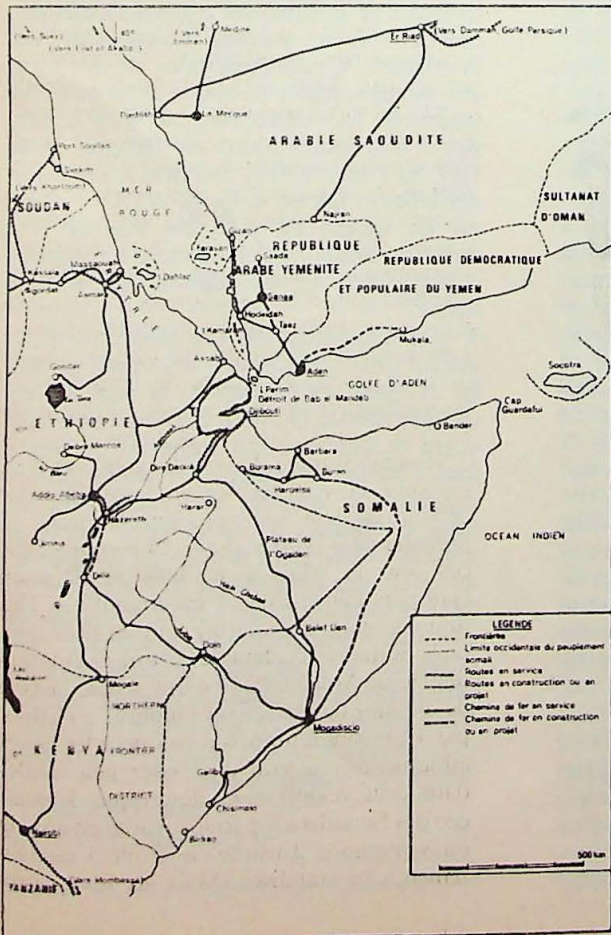
« droits de l'homme » dans les démocraties populaires de l'Est ou au Chili —, étaient prêts à tirer un trait sur leurs bonnes résolutions dans le cas de l'Iran : « Il n'existe aucun autre pays, à dit au Chah le président Carter, qui soit plus proche de nous en ce qui concerne la programmation de notre sécurité militaire ».

Or l'Iran, c'est l'allié n°1 au Moyen-Orient des États-Unis et de la France. C'est une armée équipée à grande allure par le Pentagone et certaines multinationales US, avec des matériels super-sophistiqués. C'est déjà la plus grande flotte « d'Hovercraft » militaires du monde ; et c'est bientôt la principale base navale de l'océan Indien, à Chah-Behar. Ce « parrain » a des moyens, et il ne craint pas de les employer (comme l'a montré l'assistance militaire prêtée par l'Iran à l'émirat d'Oman, en 1975, pour venir à bout de la rébellion du Dhoffar).

Voilà donc l'immense gâchis fait en quelques années dans la corne orientale de l'Afrique, pour le plus grand profit de l'Occident : un petit État djiboutien, à la merci d'une invasion et protégé... par les anciennes troupes coloniales ; une Éthiopie au socialisme de plus en plus introuvable, dont les provinces « extérieures » tombent les unes après les autres ; une Somalie poussée par la force de son nationalisme à se tourner à nouveau vers l'Ouest ; une diplomatie soviétique engagée imprudemment dans un imbroglio où elle risque de perdre ses derniers « atouts africains »... et de ruiner en même temps le capital de sympathie pour le socialisme qui existait dans de nombreux pays de ce continent.

Philippe MARIÉLIE ■

Corne de l'Afrique : « la résurgence des nationalismes ».



Source : Défense nationale

Chars soviétiques à Mogadiscio :

Aujourd'hui la rupture semble définitive entre Moscou et la capitale somalienne.

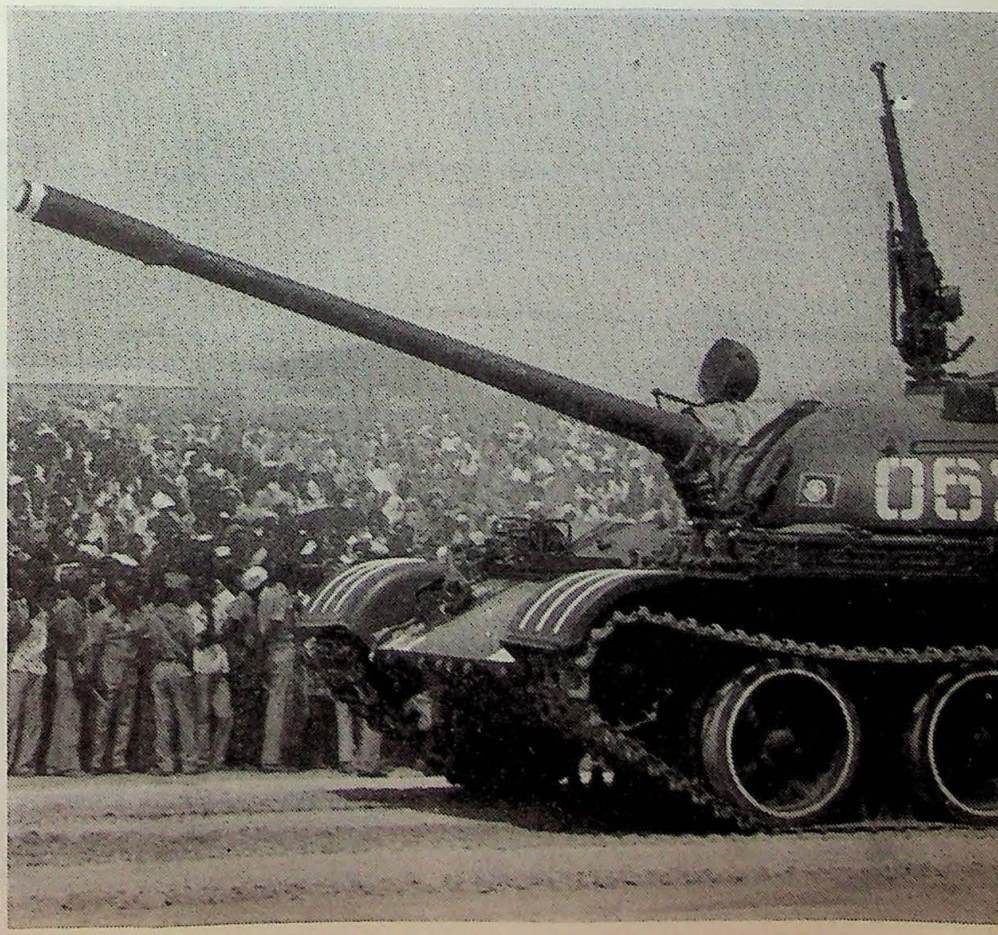


Photo DF

ITALIE

PCI : l'apprenti-sorcier ?

Pourquoi et pour quoi le PCI a-t-il, le 7 décembre dernier, ouvert la crise gouvernementale italienne ?

Le 7 décembre dernier, le comité central du Parti communiste italien (PCI) demande la constitution d'un « cabinet d'urgence » et la participation des communistes au pouvoir aux côtés des socialistes, des sociaux-démocrates, des républicains et des libéraux. Cet ultimatum amène, le 16 janvier, la démission du gouvernement minoritaire démocrate-chrétien homogène de Giulio Andreotti qui, depuis dix-sept mois, fonctionne grâce à la « non opposition » du PCI.

Pourquoi le PCI choisit-il ce moment-là pour tenter de franchir un nouveau pas dans sa lente avancée vers le pouvoir ? Quelle issue peut-il espérer à la crise gouvernementale qu'il a ainsi déclenchée ?

Quant au choix du moment, les réponses se situent à la fois dans la dégradation de la situation générale du pays et dans les difficultés actuelles des deux grands partis italiens, DC et PCI.

● La crise de l'appareil d'Etat persiste. La paralysie des services publics est devenue la trame de la vie quotidienne des Italiens et les autorités publiques sont ouvertement baffouées. Le directeur de la Sécurité publique à Rome avoue lui-même dans une interview à la presse qu'il est désarmé face aux turbulences...

S'il n'y a rien là de très nouveau, le PCI s'inquiète de l'utilisation qu'en font et la DC et les protecteurs ouest-allemands et américains qui n'accordent leur aide qu'à condition que soit rétabli « l'ordre public » : comment ne pas s'alarmer d'une « stratégie de la tension » dont les effets toxiques pour les travailleurs et leurs organisations sont patents ?

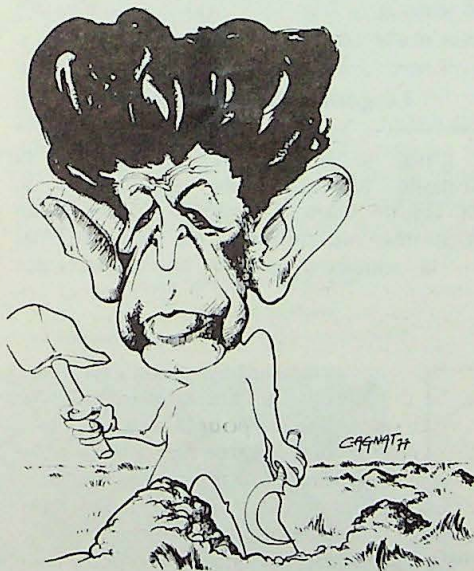
● La crise économique n'empire pas sur tous les fronts (le taux d'inflation décroît, le déficit extérieur s'amenuise) mais deux problèmes cruciaux restent sans solution. Celui du chômage : en 1977, on recense officiellement 1,8 millions de chômeurs, dont 74 % ont moins de 30 ans. Celui de la dette extérieure. Or l'Italie ne peut vivre sans emprunter. Et emprunter, c'est de surcroît accepter de passer sous les fourches caudines du FMI qui demande une impossible réduction des dépenses publiques : fin décembre encore, l'Etat italien a repris à des entreprises privées et publiques au bord de la faillite une grande partie des 500 millions de dollars précédemment obtenus des banques américaines.

Sans être aussi hostile à la politique d'austérité et de « gestion de la crise » que le PCF, le PCI ne peut rester sourd aux protestations syndicales : début décembre, 250 000 ouvriers, étudiants et chômeurs

n'ont-ils pas manifesté pour « le pouvoir aux travailleurs » ?

L'incapacité des formations politiques de « l'arc constitutionnel » (DC, PCI, PS, PSDI, Parti républicain et Parti libéral) à répondre à ces problèmes est d'ailleurs à la source des difficultés internes qu'ils rencontrent actuellement — difficultés qui ont sûrement pesé d'un grand poids dans l'accélération du mouvement par le PCI.

● Le PCI est lui-même confronté à une double exigence : enrayer d'abord une certaine perte d'audience, amorcée dès le



lendemain de l'adoption de la politique de « non-opposition » (recul aux élections partielles du printemps 1977) et confirmée aujourd'hui par les sondages confidentiels : ensuite et surtout, répondre au désarroi de ses propres troupes. Les débats publiés dans *Rinascita* montrent que les doutes quant aux modalités d'application actuelles de la tactique du « compromis historique » — dite aujourd'hui « d'unité démocratique » — ne sont pas le lot des seuls militants de base. Et s'il n'est pas certain que les fracassantes déclarations du vieux leader Luigi Longo au comité central du 7 décembre (évoquant le parti léniniste et la révolution d'Octobre 17) aillent ni dans celui d'un retour à l'Internationale classique, elles n'en témoignent pas moins de l'impatience que font naître, dans les rangs communistes, les ambiguïtés d'une mise en œuvre très prudente de la « ligne Berlinguer ». Autant d'éléments qui ont pu décider le PCI à durcir ses positions et provoquer la crise gouvernementale.

● D'autant que la DC, déjà usée par trente

ans d'exercice du pouvoir et par dix-sept mois d'exercice solitaire et minoritaire du gouvernement, paraît aujourd'hui incapable de faire des propositions neuves : lors de leur réunion le 11 janvier, la seule réponse des dirigeants à l'ultimatum communiste du 7 décembre a été de proposer une remise à jour du programme conclu en juillet 1976 par les partis de « l'arc ». La DC s'est en outre divisée face à cet ultimatum : Amintore Fanfani (qui guigne la présidence de la République et a besoin des voix communistes pour être élu en décembre prochain) s'est montré paradoxalement des plus ouverts aux propositions du PCI, tandis que Massimo de Carolis ralliait plus de 100 députés démocrates-chrétiens sur 262 à une motion menaçant la DC de scission si un nouveau rapprochement était envisagé avec le PCI.

La volonté du PCI d'aggraver les difficultés internes de la DC a pu justifier en partie les choix du 7 décembre d'autant que l'audience de la DC s'accroît tandis que stagne celle du PCI si l'on en croit les sondages. Et la crise qui s'en est effectivement suivie au sein du premier parti italien et du gouvernement sert effectivement les desseins du PCI dont la tactique de « compromis historique » s'assigne aussi comme objectif de briser le bloc social et politique que représente la DC.

Reste que l'issue immédiate à la crise gouvernementale provoquée par le PCI reste incertaine :

● Incertaine du fait « des autres » : quand bien même une partie de la DC serait prête à accueillir le PCI au gouvernement — ou tout au moins dans une nouvelle majorité parlementaire dont seraient également parties prenantes les autres formations de « l'arc » — et capable d'élaborer un nouveau programme acceptable par toutes les composantes de cette éventuelle nouvelle majorité, elle ne pourra ignorer ni les menaces de sa minorité regroupée derrière de Carolis, ni surtout transgresser les interdits de Washington (et de Bonn : pour être moins spectaculaires que celles de l'allié américain, les interventions de la RFA n'en pèsent pas moins lourd sur l'avenir de la DC). Et l'intervention américaine ressoude dès aujourd'hui les rangs de la DC — dont on dit qu'elle l'a peut-être suscitée —, annulant une bonne partie des effets positifs de l'opération du point de vue des communistes.

● Incertaine aussi du fait même du PCI, auquel deux options sont désormais ouvertes : réduire ses prétentions et négocier en coulisse avec la DC pour gravir un nouveau degré de l'escalier qui mène au pouvoir ; jouer, comme l'y invitent certains de ses dirigeants et nombre de syndicalistes, la carte de l'action de masse pour forcer la main de la DC. Dans la première hypothèse, les difficultés internes du PCI risquent de s'aviver à la veille de nouvelles échéances électorales (municipales et régionales partielles dès le printemps, présidentielles en décembre 1978). Quant à la seconde, rien n'indique que le PCI soit prêt à la jouer.

Le prochain comité central (1) permettra demain d'y voir plus clair.

Claude DESLHIAT
et Stephan LYLLAN ■

(1) Qui se réunit alors que nous mettons sous presse.

colloque : l'impérialisme en Méditerranée

Un colloque euro-arabe pour élargir la solidarité anti-impérialiste

Organisé par le Collectif de solidarité aux forces progressistes arabes (1) le colloque euro-arabe qui s'est tenu les 14 et 15 janvier à la salle des Agriculteurs à Paris, avait plusieurs objectifs.

Marqué d'abord par le contexte politique de la Méditerranée, lui-même caractérisé à l'Est par les conséquences du voyage de Sadate à Jérusalem, et à l'Ouest par l'intervention directe de l'armée française au Sahara — opération Jaguar —, ce colloque avait comme objectif premier une réévaluation et un approfondissement de la stratégie de l'impérialisme dans la région.

De plus, les tentatives d'isolement — prélude à la liquidation — dont sont l'objet les forces vives du mouvement de libération dans la région — OLP, Front de libération d'Oman, Front Polisario, sans oublier le mouvement de libération de l'Erythrée —, obligeaient à une réaffirmation publique de la solidarité des forces anti-impérialistes européennes et arabes à ces mouvements.

Enfin les fantastiques campagnes de presse menées en Occident contre ces mouvements — comme on l'a vu en France pour le Polisario —, ayant entraîné une certaine confusion et une certaine démobilisation, la question de la relance, du renforcement et de l'élargissement du front anti-impérialiste devient une question vitale à résoudre. La récente intervention américaine en Italie montre, s'il en est besoin, combien l'offensive impérialiste ne se limite pas à la rive sud de la Méditerranée. Plus que jamais la coordination — celle de l'analyse et celle de l'action —, devient une exigence politique.

C'est pour progresser sur ces trois objectifs que s'est tenu ce colloque.

Il serait prétentieux de dire qu'ils l'ont été complètement, tant le chemin est difficile, tortueux et plein d'embûches...

Cependant des efforts indéniables ont été faits. D'abord pour donner une garantie « scientifique » à l'analyse des différents aspects de la stratégie de l'impérialisme ; des « experts » universitaires — mais aussi militants —, ont présenté des exposés de haute tenue. Tel fut le cas, par exemple, de l'analyse des forces militaires européennes et américaines en Méditerranée par le professeur E. Jouve ; les différentes formes de pénétration économiques de l'impérialisme

(en particulier par le biais des multinationales) furent présentées par un groupe de journalistes maghrébins : un militant marocain fit une intervention approfondie sur le rôle de l'immigration, etc. Pour couronner le tout, une brillante allocution de Jacques Berque, arabisant mondialement connu, établissant un parallèle entre le rôle — progressiste —, de Nasser et celui — réactionnaire —, de Sadate donne au colloque une allure incontestable.

Bref sur le plag de l'analyse — marquée aussi par de nombreuses interventions égyptiennes —, l'apport fut incontestable. Il constitue désormais des matériaux qu'il faudra mettre à la disposition du mouvement anti-impérialiste.

Mais l'analyse ne suffit pas aux militants : elle sert de support à un engagement. C'est pour cette raison que la présence et l'intervention des principales forces de libération de la région étaient une condition indispensable de la réussite. De ce point de vue celle-ci fut complète : pour la première fois à notre connaissance, à une même tribune, se sont successivement exprimés les représentants qualifiés de l'OLP, du Front Polisario, du Front de libération de l'Oman et, fait aussi significatif, les deux mouvements de libération de l'Erythrée (FPLE et FLE). Les efforts multiples réalisés pour parvenir à ce résultat ont été couronnés de succès.

En outre, l'ensemble des forces arabes, qui à un titre ou à un autre, se situent dans le camp de la « fermeté » — c'est-à-dire de la solidarité plus ou moins concrète avec la résistance palestinienne —, étaient présentes et sont intervenues ; que ce soit le FLN d'Algérie, le Congrès général du peuple de Libye, le Yémen démocratique ou le Baas irakien et même le Baas syrien qui voudrait bien faire oublier le triste rôle qu'il a joué en 76 au Liban... La présence de la quasi totalité des PC du monde arabe témoignait aussi de l'esprit unitaire qui a marqué ce colloque. Une partie de l'opposition de gauche d'Egypte et du Soudan, ainsi que la totalité de l'opposition de gauche tunisienne complètent cette représentation exceptionnelle.

Du côté européen étaient en outre présents le PC de Chypre (AKEL) et le Parti socialiste de gauche de Chypre (EDEK), le PASOK grec, le PSI et le PCI, le PSP

d'Espagne. Pour la France, outre la présence du PSU — qui a joué un rôle très actif dans l'organisation de ce colloque —, qui s'est manifestée par une intervention remarquée de Claude Bourdet, le PCF et le PS avaient envoyé des observateurs.

C'est précisément à l'élargissement de la solidarité anti-impérialiste à l'ensemble des forces démocratiques et ouvrières de France et d'Europe qu'il faut s'atteler. Tout le problème est de créer les conditions pour que les inévitables divergences qui ne manqueront pas de naître sur tel ou tel aspect de la situation ou de la stratégie menée par chacun, ne constituent pas des obstacles à une coordination souple reconvenue plus que jamais nécessaire.

B. R. ■

(1) Le Collectif comprend les organisations suivantes : Option révolutionnaire (gauche UNFP) Maroc, MUP (Tunisie), Démocrates Tunisiens, Congrès Général du Peuple (Libye), Parti Communiste d'Egypte, Collectif des Patriotes et Démocrates d'Egypte, Nasseriens indépendants (Liban), PSU, Collectif National Palestine.

bloc-note

• Dans le cadre du Centre international de culture populaire, AUDIO-PRADIF (pratique et diffusion de l'audiovisuel) se propose d'aider à la réalisation du film super-8, moyen d'expression particulièrement adapté à un type de cinéma d'intervention (actualité, reportage, événement politique et réalités de la vie quotidienne dont vous serez les témoins). Dans ce but des stages de formation sont proposés pour faciliter la prise en main de la caméra par le bon bout. Thème des prochains stages : « L'image de la droite et de la gauche avant les élections », 28-29 janvier : super-8 prise de vue ; 11-12 février : super-8 montage ; « l'écologie » : 25-26 février, super-8 prise de vue ; 4-5 mars : super-8 montage. Pour toute information et inscription : AUDIO-PRADIF, 14, rue de Nanteuil 75015 Paris, tél. 633 84 13 (le matin).

• « La politique Carter : l'impérialisme américain face à la crise » : c'est le titre du dossier que vient de publier le CEDETIM ; prix 10 F. A commander 14, rue de Nanteuil 75015 Paris.

• Le collectif national d'initiative Campagne nationale contre l'impérialisme français, vient de rendre publique sa plate-forme. On déjà signé le texte, à ce jour, des personnalités : R. Gallissot, M. Réberieux, D. Guérin, G. Soulier, P. Jalée, R. Davezies ; des organisations : PSU, LCR, OCT, UCFML, Comités CEDETIM, Comités anti-outspan, CUFI, Comité de défense des libertés démocratiques au Mali. Le texte de la pétition peut-être demandé 14, rue de Nanteuil 75015 Paris.

• SOS du collectif anti-apartheid de Rouen (s/c MDPL, BP 1127, 76 016, Rouen Cedex) qui est en danger de mort faute de fric. Soutien financier à adresser au CCP Rouen 13 27 75 Z, en précisant : « Soutien CAO ».

• Meeting de protestation à La Mutualité le jeudi 26 janvier (20 h 30) contre les liens nucléaires France-Afrique du Sud et la répression en RSA. Qu'on se souvienne : Durban, 8 janvier, Richard Turner, militant syndicaliste est assassiné par la police de Vorster.

• Le CRIDEV (Centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples, 21, rue de l'Alma, 35 100 Rennes) vient de publier les résultats de la journée de travail (3-4 décembre 77) consacrée à « l'analyse du tiers monde vue à travers la presse française ».

• Le MDPL (Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté, nouvelle adresse : 8 villa Parc Montsouris, 75 014 Paris, tél. 589 55 69, poste 38) a réalisé un montage audiovisuel sur la militarisation en France. Il est à la disposition de qui veut le projeter. Un dossier en préparation : « La gauche doit dire non à la force de frappe », comme d'ailleurs 46 % des Français (sondage SOFRES).

lire la Chine

Livres à lire et livres à fuir pour ne plus rêver la Chine.

Contrairement au vieux slogan employé par les maoïstes européens à leur grande époque, la Chine n'est pas si proche que cela... Il n'est pas si facile de s'y rendre pour un travailleur moyen. Et le tourisme, surtout organisé, ne peut être considéré comme suffisant pour connaître un tel pays.

Alors, faute de visiter la Chine, lisons-la. Bonne, médiocre ou mauvaise, la littérature ne fait pas défaut sur le sujet.

Xénophobe en douce

Commençons par le plus mauvais : *Les Mémoires d'extrême-Asie*, comises par l'ancien ambassadeur de France en Chine, Etienne Manach'h. L'auteur est très caractéristique des conservateurs « objectifs » tenants d'une sorte d'« apartheid » culturel et idéologique. Le régime sous lequel vivent les Chinois serait exécration pour nous ; mais, au fond, il est assez bon pour eux, puisqu'ils ne sont pas comme nous ! D'ailleurs, le concept de liberté individuelle, c'est bien connu, n'existe pas chez eux, ils ont toujours vécu dans un système strictement collectif, et comme celui actuellement en vigueur est quand même mieux que les précédents, au fond, tout n'est pas si mal à condition que chacun reste chez soi...

A cette tendance réactionnaire et, sous ses allures « compréhensives », profondément xénophobe, s'opposent deux beaux livres, écrits par des gens aux origines et préoccupations différentes, mais qui se retrouvent dans la volonté de lucidité et l'amitié vraiment éprouvée à l'égard du peuple chinois.

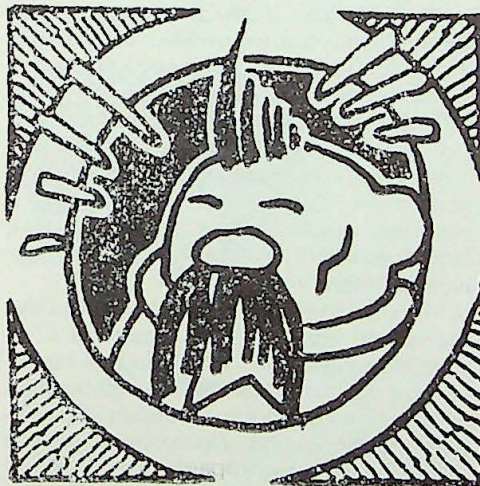
Maoïstes éperdus... à l'origine...

C. et P. Broyelle et E. Tschirhart sont trois jeunes Français qui ont vécu et travaillé en Chine, dans l'administration chinoise, avec des Chinois. A l'origine, ils représentaient les archétypes des maoïstes éperdus (Claude Broyelle avait même écrit, après un premier et rapide séjour, un ouvrage, *La moitié du ciel*, qui exposait sous un jour officiel et idéalisé la condition des femmes chinoises). Leur livre, *Deuxième retour de Chine*, est un témoignage rare sur la vie quotidienne des Chinois, leurs rapports avec la toute-puissante bureaucratie, la manière dont ils subissent ces rapports, non pas librement consentis mais infligés, avec tout ce que cela a d'étouffant pour l'épanouissement matériel, intellectuel ou

sexuel. A lire notamment par tous ceux qui n'ont eu à présent à se mettre sous la dent que les comptes rendus de voyages et les interviews « spontanés » de travailleurs dûment chinois, encadrés par des responsables du parti.

Images brisées, amères

Images brisées, de Simon Leys, est un recueil d'articles, dans la lignée d'*Ombres*



chinoises, du même auteur. L'article qui donne son nom au livre est essentiellement un rassemblement de nos prises auprès d'émigrés chinois, à Hong-Kong notamment. *Images brisées* : images amères surgissant de ces témoignages divers d'un même désenchantement nourri par la stérilité du régime. *Images à voir et à lire*, parce qu'un Etat se juge aussi à travers les phénomènes de rejet et de désaffection qu'il provoque. *Images* auxquelles s'ajoutent des analyses dont la violence n'a d'égale que la perspicacité.

Les héritiers réalistes de Chou En-Lai

C'est dans ce même courant d'analyse critique que se rangent deux livres, l'un de 1976, l'autre de 1977, mais toujours à lire, ne serait-ce que pour comprendre le déroulement des événements des trois années passées. *Les deux morts de Mao Tsé-toung*, de Cheng Ying-Hsiang et Claude Cadart, est une analyse chronologique allant de la campagne anti-Confucius « Pi Lin, Pi Kang ! » à la liquidation de la « bande des quatre », deuxième mort de Mao pour les

auteurs, puisqu'ouvrant la voie à la domination des gestionnaires réalistes héritiers de Chou En-lai. L'intérêt de l'analyse est renforcée par la publication d'un document sur les événements de la place Tian An-Men, prélude à la chute (vite surmontée) de Teng Hsiao-ping. Le même Claude Cadart fait partie du collectif qui a publié *Regards froids sur la Chine*, où l'on trouve un bon examen de l'évolution économique et politique de la Chine de 1969 à 1975. Regrettons que ces deux livres soient enveloppés dans une gangue polémique pouvant parfois provoquer une réaction de rejet *a priori* chez certains lecteurs.

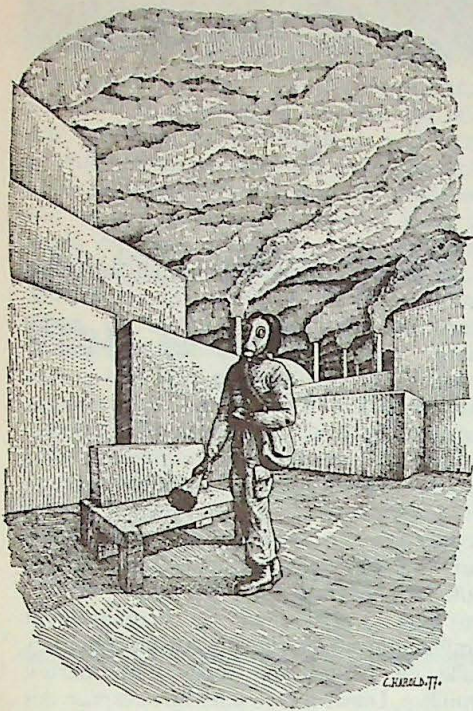
On peut faire le reproche inverse à Alain Bouc, ancien correspondant du *Monde* à Pékin. Ce qu'écrit Alain Bouc est parfois intéressant, mais sa pensée apparaît trop souvent comme une défense et illustration des thèses officielles chinoises (sur la politique étrangère et le rôle de Lin Piao notamment). Cela était surtout frappant dans son avant-dernier livre : *La Chine à la mort de Mao*. L'ouvrage qu'il vient de publier, *La rectification*, est plus nuancé et traversé d'une perplexité certaine, provoquée sans nul doute par l'élimination de la « bande des quatre ». On y trouve en tous cas bon nombre de documents utiles à connaître.

Signalons le petit livre d'Alain Roux, *La Révolution culturelle en Chine*, qui rassemble un essai d'interprétation, des textes et documents et divers jugements sur cet événement historique décisif. Notons enfin que petit à petit paraît en France l'œuvre de Lu Hsun (ou Lu Xun), écrivain de combat et conscience critique de la révolution chinoise. Mais nous reviendrons sur celui qui est sans nul doute le plus grand auteur chinois contemporain.

François TURQUAN

C. et P. Broyelle, E. Tschirhart. Deuxième retour de Chine, éd. du Seuil, 1977 ; S. Leys, *Images brisées*, Robert Laffont, « Bibliothèque asiatique », coll. Cheng Ying-Hsiang et C. Cadart, Les deux morts de Mao-Tsé-toung, éd. du Seuil, 1976 ; C. Aubert, L. Bureau, C. Cadart, O.-L. Domenech, *Regards froids sur la Chine*, éd. du Seuil, 1977, coll. « Politique » ; A. Bouc, *La Chine à la mort de Mao*, éd. du Seuil, 1977 ; A. Bouc, *La Rectification*, les nouveaux dirigeants chinois, éd. Féderop ; A. Roux, *La Révolution culturelle en Chine*, Documents histoire, P. F.

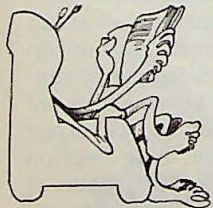




Et que ça saute !

La contestation antinucléaire n'est plus seulement dans la rue... mais aussi dans les livres.

H.H. Ziemann, *l'explosion*, Paris, J.-C. Lattès, 328 p., 35 F.



On parle beaucoup du nucléaire dans la science-fiction. Mais d'une drôle de façon. Dans *Crépuscule du futur*, (Coll. « Le Masque »), par exemple,

Olivier Sprigel s'en prend aux militaires et les accuse de tous les maux. Ils font tout leur possible pour déclencher la guerre atomique, et exercent des pressions sur les chefs d'Etat pour mener le monde à leur guise. Sprigel explique avec raison que l'armée est un Etat dans l'Etat, avec ses propres lois. En face, il nomme les *gentils* : les savants de Pugwash (ce mouvement pour la paix et le désarmement lancé par Bertrand Russell) qui parviennent à remettre un peu d'ordre sur la planète. Et au passage, Sprigel salue les centrales nucléaires et les panneaux solaires (le tout dans le même sac) qui nous apportent sans problème toute l'énergie nécessaire. Les accidents nucléaires ? Mais voyons, ça fait partie du folklore ! Ainsi, cette remise en question du nucléaire militaire (les méchants) n'englobe pas le nucléaire civil (tenu par les savants honnêtes et dévoués...) Comme si les savants atomistes ne dépen-

daient pas à 100 % de l'armée, comme si les centrales n'étaient pas indispensables pour fabriquer la bombe, en fournissant le matériau à bon compte ! Cette analyse erronée est commune à la quasi-totalité de la SF. Même les auteurs les plus débiles (voir Asimov, dans le premier n° de *SF Magazine*, avec « *Le répit* ») s'offrent un texte où ils condamnent la bombe. Mais personne ou presque, pendant des années, ne s'attaque au nucléaire civil. Même un John Brunner qui se situe pourtant parmi les écrivains les plus caustiques de sa génération, et bien branché sur l'écologie politique, avec ses deux chefs d'œuvre *Tous à Zanzibar* et *Le troupeau aveugle* et son tout nouveau roman *Sur l'onde de choc* (1), passe la question complètement sous silence. Il faut attendre *La fin du rêve* de Philip Wylie (Opta, coll. « anti-mondes ») pour voir enfin mettre en images SF les risques du nucléaire civil.

Un best-seller... outre-Rhin

Voilà pourquoi le premier roman d'un journaliste allemand *L'explosion* est un événement important dans la contestation anti-nucléaire. Traduit en français chez Lattès, ce livre est un best-seller outre-Rhin, il est resté six mois sur la liste des meilleures ventes en librairie et apporte tout son poids de grand récit romanesque fabriqué avec précision dans la bataille contre les centrales. Ce genre d'ouvrage fait pour toucher les couches de lecteurs les plus populaires, celles qui se régalaient de romans d'amour et de films-catastrophe, peut concrètement créer un mouvement d'opinion. A la limite, il n'est pas étonnant que la contestation dans ce domaine soit si forte en Allemagne, quand des gens comme Ziemann mettent les médias à son service. Ziemann connaît bien son sujet : à l'intérieur d'une intrigue à suspense, par petites touches successives, qui ne font jamais propagande plaquée, il aborde volontairement tous les problèmes posés par une centrale : conditions de sécurité inexistantes, inefficacité des plans Orsec-Rad, risques de terrorisme, dissémination dans la nature de matériel radioactif, etc. Ce livre, on l'attendait. On se demandait pourquoi personne ne s'y était encore mis. Et maintenant qu'on l'a, on est enchanté de voir qu'en plus l'auteur connaît à fond la question et a détourné les ficelles les plus rentables du récit-catastrophe au profit d'une bonne cause.

Bien sûr, il y a des tas de choses qui clochent, là-dedans : la sauvage militante écologique couche avec le directeur de la centrale, les gauchistes sont des staliniens dangereux, et surtout l'accident est dû à un acte de terrorisme d'un fou mystique qui met des bombes partout. Comme si les risques d'accidents dus simplement au fonctionnement d'une centrale ne suffisaient pas ! On a l'impression qu'il suffirait de renforcer les conditions de sécurité et de surveillance (vite, des flics nucléaires partout !) pour régler la question.

Mais on aurait tort de faire la fine bouche. Pierre Samuel, dans un récent numéro de la *Gueule Ouverte* dit avec raison que si « *Ziemann avait un peu plus réfléchi aux conditions de fonctionnement du sys-*

tème électro-nucléaire, il aurait trouvé des circonstances où l'accident est inhérent à ce système, sans intervention extérieure ». Et Samuel nous donne un petit scénario qui pourra servir pour le deuxième best-seller anti-nucléaire. Il a dix fois raison. Et pourtant, c'est oublier tout l'impact que ces informations qui ne passent pratiquement jamais dans le grand public peut trouver dans la population. Plutôt que de faire trembler les gens à coup de monstres en carton-pâte comme King-Kong, ou de cataclysmes naturels, il faut mieux les effrayer avec des histoires qui sont déjà arrivées, et risquent de leur tomber sur la gueule à tout moment. Car Ziemann n'hésite pas à nommer des responsables, en particulier tous ces bureaucrates et politiciens qui préparent gaiment les élections et oublient tout le reste. Après l'explosion de la centrale Hélios (qui est bien plus petite que Superphénix), il faudrait des gens capables de prendre des décisions à toute vitesse : Ziemann explique que, là, des responsables (qui ont pourtant fait de beaux discours pour l'inauguration) ne connaissent rien au problème, et ne peuvent donc pas décider la marche à suivre pour la sauvegarde de la population.

La réalité : celle des tripes

La seconde moitié du roman est extrêmement effrayante de rigueur. S'il y a un accident grave quelque part, ça ne se passera pas autrement que comme ça. C'est une certitude qui se dégage de la lecture, à chaque page. Ziemann est l'un des seuls, par exemple, à évoquer le cas des blessés trop radioactifs qu'on ne pourra pas soigner et qu'il faudra parquer loin des autres, qu'il faudra surveiller de derrière les barbelés et laisser mourir à petit feu. Autant d'exemples inéluctables qui sont toujours passés sous silence. Il faut que les écologistes volent les plans Orsec-Rad pour qu'ils soient publiés et discutés. Autre chose importante : l'auteur montre une évidence qui pour ant n'est jamais évoquée nulle part : les plans de secours, fabriqués dans des bureaux à tête reposée, n'auront plus aucune valeur pour une population en fuite, paniquée, tellement la peur de l'atome est profondément ancrée en nous. Il y a un monde de distance entre ce qu'on dit des centrales et la réalité, celle des tripes. Voilà pourquoi il faut à tout prix lire ce livre, faire pression sur les éditeurs pour qu'il sorte très vite en livre de poche, et chercher tous les moyens possibles pour en assurer une diffusion militante.

Bernard BLANC ■

(1) Les trois ouvrages publiés chez R. Laffont, coll. « *Ailleurs et demain* » : respectivement 560 p. (46 F), 424 p. (41 F), 296 p. (35 F).

BD à gogo.

A l'occasion de la parution de son nouveau numéro, le *citron hallucinogène* (rue du Château, Tourtour, 83690 Salernes) organise, du 17 au 24 janvier, à la librairie Satori (rue Labat) à Draguignan, 83300, une exposition de bandes dessinées originales de Georges Ramaïoli, alias GR, collaborateur de *Charlie mensuel* et *Circus*. Samedi 21 janvier, tout l'après-midi, Ramaïoli sera présent à la librairie pour parler de son travail de dessinateur. Entrée gratuite. ■



Robespierre (Jean Dautremay) : comme une prémonition de sa mort future ?

Mort d'une révolution

Avant d'avoir la tête tranchée sur le billot Robespierre savait-il déjà qu'il avait échoué ?

Maximilien Robespierre, est moins une réflexion sur le connu de l'histoire qu'une prise en charge de ses obscurités. L'imagination dramatique se saisit de Robespierre en ces lendemains de la Fête de l'Être Suprême où, ayant brûlé spectaculairement la statue de l'athéisme, il a conduit le peuple de Paris en procession des Tuileries aux Champs-Élysées.

Robespierre s'interroge alors. Pour qui, pour quoi — les vivant heure par heure —, a-t-il vécu ces cinq dernières années ? Tout a compté, tout a pesé son poids d'espoir et de sang. Cependant, le hiatus s'élargit entre ses aspirations — sa passion de la Liberté —, et le réel. Leader de l'opposition, appuyé sur les forces qui étaient en lui — l'intégrité et l'audace —, comme sur celles que, conquise, la population de Paris lui donnait, il a pu précipiter la mort des tyrans et instaurer, pour défendre la révolution, un état d'urgence. Mais est-il parvenu à rendre adulte un peuple enfant, un peuple qui n'exécute un maître que pour s'en créer d'autres.

Fait historique : entre le 3 et le 22 juillet 1794, Robespierre disparaît. La pièce, se fondant sur son état d'épuisement physique et moral à ce moment-là, admet que, fuyant les querelles intestines du gouvernement révolutionnaire et les contradictions d'une révolution « glacée », il s'est réfugié à Montmorency, où vécut son inspirateur Jean-Jacques Rousseau. Contre la coalition de l'Europe entière et les ennemis de l'intérieur, il a dressé l'Etat révolutionnaire comme un Etat en guerre. Confié à des hommes vertueux, et par cela même impitoyables, l'Etat devait affirmer sa suprématie sur les individus ; la terreur se justifiait par sa pureté d'intentions.

Mais que cette pureté fléchisse, et tout l'appareil se trouvait mis en question. Fin juillet, Saint-Just revient des armées du Nord. La victoire de Fleurus a desserré la

pression ennemie. Il cherche Robespierre, retranché loin des séances du Comité de Salut public, l'oblige à y revenir, mais pour constater avec lui leur impuissance. Les décrets de Ventôse, qui devaient abolir le pouvoir de l'argent, pourrissent dans les tiroirs ; l'intérêt personnel l'emporte. Avant même que Robespierre et Saint-Just aient la tête sur le billot, la Révolution est morte. Le monde appartient désormais à ceux qui parlent de révolution en souhaitant surtout ne pas la faire. Dans cette angoisse prêtée à Robespierre et à Saint-Just, il est facile de reconnaître une inquiétude actuelle.

La pièce retrouve le ton et la langue qui étaient ceux de l'adaptation par Jourdeuil du *Woyzeck* de Büchner. Elle plonge le destin des hommes dans une perspective cosmique. Aussi aurait-elle mérité une invention scénique qui convoque sur le plateau des éléments du monde sensible. Ce dont Bernard Sobel et son équipe se sont montrés incapables. Si bien que Jean Dautremay (Robespierre) fait seul pénétrer dans l'intensité d'une œuvre austère, mais riche pour qui sait l'entendre.

Dominique NORES ■

Au Centre Georges-Pompidou jusqu'au 26 janvier ; au Théâtre de Gennevilliers du 7 février au 5 mars.

cinéma

Le noir paradis des terreurs enfantines

Diabolo menthe... la boisson sonne frais comme la joyeuse légende du « vert paradis

des amours enfantines ». Las, on sait bien, quand on le vit, que l'âge de l'adolescence n'est pas toujours le temps du bonheur de vivre. Que de difficultés sur le chemin des écolières : que d'amers souvenirs dans la mémoire de Diane Kurys. Ancienne élève du lycée Jules-Ferry, elle se raconte aujourd'hui dans un premier film qui ne se cache pas d'être autobiographique. Age tendre, âge d'or : on bêtifie souvent dans ce genre de comparaisons. Pour la petite Diane, comme pour son double, la jeune Anne Weber, le monde du lycée n'avait rien d'un décor de cinéma. Temps des brimades, des premiers heurts avec la famille : époque sacrément douloureuse des premières peines de cœur : tout cela fait le savant cocktail à la fois tendre et acide qui marque les années d'éducation sentimentalo-intellectuelle. Huis-clos dès le début du film : on ne quittera l'enceinte du lycée que pour se retrouver à l'intérieur de l'appartement familial, autre lieu refermé sur lui-même. A l'aide de petites séquences d'un parfait équilibre, Diane Kurys parcourt l'espace des Treize-Quinze ans : profs sadiques ou ridicules, blagues de collégiennes, jalousies et troubles sentimentaux, booms sinistres où l'on se frôle la joue sur un slow poussiéreux. Tout ce qui nous est donné à voir pince le cœur et fait appel à notre propre mémoire : Diane Kurys a le souvenir exact et la caméra juste, même si, par moments, elle pêche par excès de caricature. On me dira : « les émois mutins des adolescentes, j'ai déjà vu ça cent fois ». Eh bien, oui et non ; car Diane Kurys ne se contente pas d'un livre de souvenirs qui aurait jauni comme un photo de classe que l'on retrouve par hasard. Elle a certaines idées bien personnelles qu'elle entend inscrire dans le cours de son récit ; et c'est ainsi qu'elle fait œuvre de novatrice. Son lycée est historiquement classé — comme les monuments qui ont leur compte d'anecdotes croustillantes : elle le filme en 1963. Pas une année comme les autres, 1963 ! c'est la pleine guerre d'Algérie, l'assassinat de Kennedy, la mort de Piaf : tout un contexte que des cinéastes amuseurs auraient laissé tomber, et que Diane Kurys fait sentir. Magnifique moment où, en classe d'Histoire, une élève raconte, toute émotion contenue, la nuit du métro Charonne et l'enterrement des victimes : frappante séquence où des extrémistes viennent casser la figure aux militants qui distribuent quelques tracts multicolores contre les agissements de l'OAS et, enfin, scène remarquable où l'aînée des Weber, Frédérique, toute fraîche engagée dans un mouvement politique, crie à sa mère que le jour n'est pas loin où elle s'entendra traîner de « sale juive ». Tout cela frappe fort et donne au film un aspect politique que les nombreux essais réalisés sur le même thème n'avaient pas. On voit vers quelle ligne bleue se porte le regard de Diane Kurys. Et il fallait que cela soit dit : il fallait avoir l'intelligence de se rappeler les tressaillements du monde qui entourent, inévitablement, les émotions des collégiennes chahuteuses.

Fabian GASTELLIER ■

Salles : Colisée (359 29 46) ; Richelieu (233 56 70) ; Saint-Lazare Pasquier (387 56 16) ; Clichy-Pathé (522 37 41) ; Convention (828 42 27) ; Nation (343 04 67) ; Saint-Germain Studio (033 42 72).

Jack Martin for ever !

Bateleur, plomb, familles, actualités, mégalo, consensus, innocent, Français...

Jacques Martin, ce n'est pas fini ! Tout le monde connaît maintenant ce « *number one* » du show télévisé, ce roi de l'humour, ce champion de l'opérette, cette bête de scène qui encombre, chaque dimanche, toute la chaîne *Antenne 2*, de 13 h 30 à 22 h : impossible d'échapper à ses annonces de bateleur, à ses babillages de grand-papa, à sa rouspétance bien française. Avec lui, les personnages immortels de la comédie française sont à l'honneur : les contribuables et leurs percepteurs ; les automobilistes et leurs aubergines ; les paysans et leurs accents ; les parents et leurs gentils bambins ; les Belges et leurs z'histoires...

On le croyait atteint : une bonne dose de plomb dans l'aile. Ne disait-on pas, un peu partout, que Jacques Martin — enflé de contentement de soi — trébuchait dans ses blagues téléphonées, et perdait de plus en plus le fil de ses présentations. Le nom de « *nouveau Guy Lux* » fleurissait dans les feuilles. Piem, le « *socialo rose* » de l'équipe de la « *Lorgnette* », avait quitté le bateau, au début du mois de janvier, excédé par le style

trop personnel du patron, par le ton néopoujadiste de ses effets, par la monotonie de ses trucs. Et puis, à la direction nouveau style d'*Antenne 2*, on annonçait le report de la « *Lorgnette* » à plus tard dans l'après-midi : moins de minutes, plus de province — et surtout de quoi faire chanter la France des familles, plutôt que d'écorchier — même gentiment — les « *grrrands* » de la politique.

En fait, rien ne change vraiment. « *L'Album de famille* », qui remplace la « *Lorgnette* » après le journal, c'est encore Martin. La nouvelle « *Lorgnette* », les « *Pom-Pom-Pom* » et autres jeux, et le « *Music and Music* », c'est toujours lui. Sa prestation du dimanche 15 janvier m'a laissé pantois.

• « *L'Album* » d'abord : un truc formidable. On ressort le stock des actualités Gaumont, rachetés pas cher à ce grand trust du cinéma, qui n'en revient pas de pouvoir faire encore de l'argent avec ces vieilles bandes. Et Martin passe ça en tranches, avec ses commentaires habituels, et en plus — un baratin de bonimenteur qui essaie de renouer avec le style des estrades, des foires et des cirques d'avant le cinéma. C'est fatigant, ça tourne en rond. On ne peut être génial à chaque instant, mais on peut préparer un peu mieux ses textes de liaison, ce n'est pas interdit. Il faut croire que le délire nymphomane de Jacques Martin — enfin seul sur l'écran — s'accommode mal de ces exigences. La mégalomanie, ça ne se prépare pas, ça se vit.

Et puis, les séquences défilent. Certains se souviennent de ces actualités, qui étaient aux cinéphiles de la belle époque ce que la télé est aujourd'hui pour les familles. Information gouvernementale et très orientée ; vantardise cocorico ; exploits de Français bien de chez nous ; crises ministérielles et défilés de mode ; bizarreries d'inventeurs involontairement comiques. Revoilà la vieille fibre, le bon fonds, la véritable petite histoire d'une population si profondément de chez nous, avec ses grandeurs si grandes, et ses misères si gentilles.

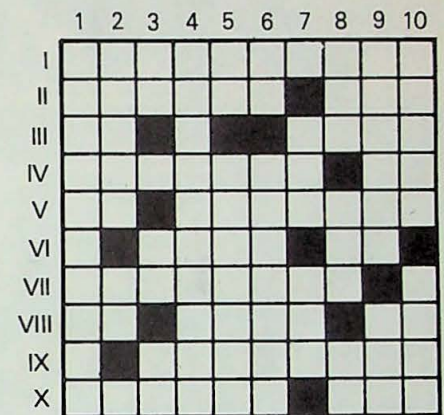
Un matériau rêvé pour Jacques Martin qui — sous prétexte de commenter les images au second degré — se livre à une chasse éfrénée au « *consensus* » national. Foin de classes, de communautés, de divisions, d'histoire. Nous étions, nous sommes, nous serons *tous* comme ça : émouvants, dérisoires, énormes, triomphants. Et, comme d'habitude avec ces magazines satiriques du dimanche sur *TJ1* et *Ant 2*, cette critique des politiciens, des partis, de la politique au sens le plus large n'est pas innocente — surtout maintenant. Surtout quand le père Giscard, dans son vocabulaire élyséen, tient le même discours...

• Le soir, « *Music and Music* » s'intitulait aussi « *spécial Martin* ». Il invitait « *ses* » amis —, par définition les meilleurs barytons, les meilleurs joueurs de trompette classique, etc. Et Martin faisait le Jacques, alternant ses sketches avec ses propres chansons, qu'il réussissait à faire interpréter par une artiste bien connue de lui : sa femme. Apothéose d'une journée où — j'ai compté, je persiste dans le style « *pissevinaigre* » —, il a prononcé cent quatre vingt fois le mot *Frrrrrance*. Il faut le faire.

Philippe MARIELLE ■

MTS MOIS ROUS

Problème n° 46



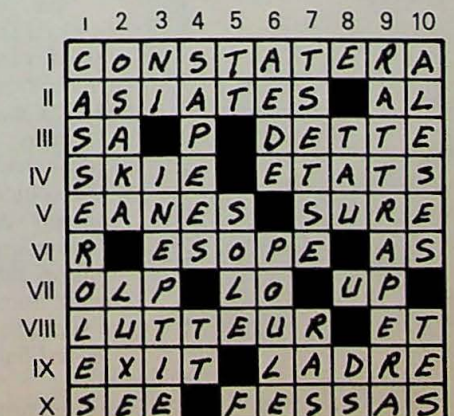
Horizontalement :

I. Un de ceux qui nous gouvernent. II. La voie étroite ; direction. III. Une rigolade renversée ; pétille. IV. Sans colorant ; un jaune. V. En tôle ; la patrie d'un raseur. VI. Indigène à Lyon ; fin de participe. VII. Rien que du mauvais ! VIII. Dans le vent ; se récite ou se joue ; pronom. IX. A ne pas remplacer par vigile. X. Une avoine ou du son ; n'hésite pas !

Verticalement :

1. L'annonce de nouvelles feuilles. 2. Un massif ; pronom. 3. Article ; dans la gauche ; pas forcément connu. 4. Telles nombre d'espérances... 5. Sortis de la télé ; spécialités patronales. 6. En rien ; prêt à l'action ? 7. Prénom ; c'est comme ça ! 8. Possessif dans un sens ; un rouge au dépôt ! ; direction. 9. Dans des grilles qui ne sont pas de mots croisés (2 mots) ; cachés. 10. Beurée ; le peuple n'en a que faire surtout petit !

Solution du n° 45



cinéma 78

JANVIER 78 • N° 229

- L'avance sur recettes en crise.
- Trois moments du cinéma allemand.
- Entretiens avec Minnelli, Robert Wise, Ken Adam, J.-D. Simon, Nanni Moretti, J.-C. Biette.
- Bella Balasa et l'esprit du cinéma.
- Le cinéma dissident à Venise.
- Sur trois films de Straub/Huillet.
- L'écran de l'écrit de Marcel Hanoun.
- Situation du cinéma différent.
- Hommage à T. Garnet.
- Les films à la télé.
- Cinéma et université.
- Après le festival de Paris.

NUMERO SPECIAL
DE L'AN NEUF !

en vente partout : 10 F et 6, rue Ordener, P. 18^r

Angela Davis : l'enchaînement

Femme, noire, anti-raciste et communiste, Angela Davis est devenue un symbole ; Jean-Daniel Simon en fait un film contre l'injustice, le racisme et les prisons.

« L'histoire d'Angela Davis est devenue un symbole de liberté, d'unité », a déclaré Jean-Daniel Simon, réalisateur français. De la vie d'Angela Davis, il a tiré un film contre l'injustice, la ségrégation et les prisons.

Si nous passons un peu rapidement de l'un à l'autre, nous suivons passionnés et inquiets l'évolution de cette « femme, noire et communiste » née dans l'Alabama, à Birmingham, dans un quartier appelé « Dynamite Hill » et qui, à douze ans, en 1955, participait à sa première action : le boycott des autobus lancé par le pasteur Martin Luther King. En 1957 sévit le maccarthysme : Winston, président du Parti communiste américain, perd la vue en prison : « ils m'ont volé la vue, mais pas la vision ».

Ces visions feront d'Angela Yvonne Davis une militante anti-raciste. Le racisme

dont elle découvre un autre visage en France, en 1962, en pleine guerre d'Algérie : le plastiquage de l'église de Birmingham où sont tuées trois amies noires d'Angela, la création du *Black Power* puis des *Black Panthers* qui utilisent les droits constitutionnels de chaque citoyen américain pour armer les quartiers noirs. Elle travaille au SNCC, comité d'étudiants non-violents et assiste à des réunions du Parti communiste. Le 4 avril 1968 Martin Luther King est assassiné, alors que le mouvement s'enga-



Photo DF

geait dans la lutte contre la guerre au Vietnam et pour le plein emploi.

En 1969, elle s'inscrit au PC, visite Cuba et est renvoyée, après enquête du FBI, de l'Université. Alors que se développe la répression contre les militants noirs et plus particulièrement les *Black Panthers*, Angela Davis s'occupe du comité de défense d'Enricka Higgins, Bobby Seale et des frères Soledad. Elle rencontre en audience Georges Jackson, incarcéré à 18 ans pour 6 mois

En 1970 son frère, Jonathan Jackson, est tué alors qu'il tentait de libérer trois détenus en prenant le juge comme otage. Angela Davis est accusée d'avoir fourni les armes et inculpée pour meurtre, kidnapping et conspiration. Aussitôt se développe dans le monde entier de larges manifestations de solidarité alors que Georges Jackson est abattu par un gardien

La révolte d'Attica éclate et c'est, en 1972, qu'Angela Davis est libérée. Elle crée l'Alliance nationale contre le racisme et la répression politique, qui lutte pour le socialisme, les minorités opprimées et la libération des prisonniers politiques dans l'Amérique de Ford et aujourd'hui de Carter.

G. M ■

Angela Davis : « pour n'être pas seulement *free Angela* »

Une militante refuse la « personnalisation » pour mieux « développer le mouvement ».

TS : Pourquoi avoir fait un film ?

Angela Davis : A ma libération, plusieurs producteurs m'ont fait des propositions que j'ai toutes refusées. J'ai pensé que ça irait contre nos objectifs en ce qui concerne la lutte contre l'inégalité. J'avais eu les mêmes hésitations pour mon livre : il s'agissait de moi et, en prison, tout le monde disait « *free Angela* » (1) alors qu'il y avait de nombreux autres prisonniers qui devaient avoir le même type de campagne. Faire une autobiographie, c'est personnaliser alors que je veux développer le mouvement, élever la conscience politique des femmes et des hommes. Faire un film comme ça, signer un contrat et ne voir le résultat qu'à la fin, n'avait pas de sens : un documentaire, c'est très difficile à faire si on ne veut pas faire un

tract. Voyez Network où la militante est caricaturée : la télévision qui fait du sensationnel. Alors, j'ai discuté avec Jean-Daniel qui avait les mêmes préoccupations que moi. Nous sommes tombés d'accord pour faire un film autour de la lutte et non sur moi.

TS : Votre lutte est celle de Martin Luther King, des *Black Panthers* ?

A.D. : Si ce sont les mêmes luttes, ce sont deux choses bien différentes. On a dit que les *Black Panthers* étaient des fascistes parce qu'ils avaient un uniforme et des armes mais ils utilisaient les droits constitutionnels qui autorisent les armes pour s'auto-protéger. Les *Black Panthers* étaient en pleine évolution idéologique et seraient devenus marxistes-léninistes s'ils n'avaient pas été décimés. Comme Martin Luther King qui a été assassiné parce qu'il devenait un leader trop important. Il était à l'origine du mouvement des droits civiques et il commençait à intervenir contre le chômage et les problèmes sociaux aux Etats-Unis. Son assassinat arrangeait le FBI dont un rapport officiel de la commission d'enquête en avril

1976 disait qu'il fallait s'en débarrasser.

T.S. : Jimmy Carter ?

A.D. : Depuis un an qu'il a été élu avec les voix des Noirs, il ne s'est rien passé. Il fait des déclarations sur les droits humains mais il va serrer la main du Shah d'Iran, et ne parle jamais des prisonniers politiques aux Etats-Unis qui sont nombreux — je pense par exemple à des gens comme Ben Charis. Ce n'est pas Carter qui va changer la situation : il est pris au piège de ses promesses électorales.

T.S. : Votre combat aujourd'hui ?

A.D. : Avec l'Alliance nationale contre le racisme et la répression politique, nous combattons le racisme qui est un phénomène de lutte de classe, pour la défense des minorités opprimées et exploitées dans le monde entier, comme la défense des femmes, qui est une lutte anticapitaliste.

Propos recueillis par
Gilles MARSAUCHE ■

(1) *Libre Angela*